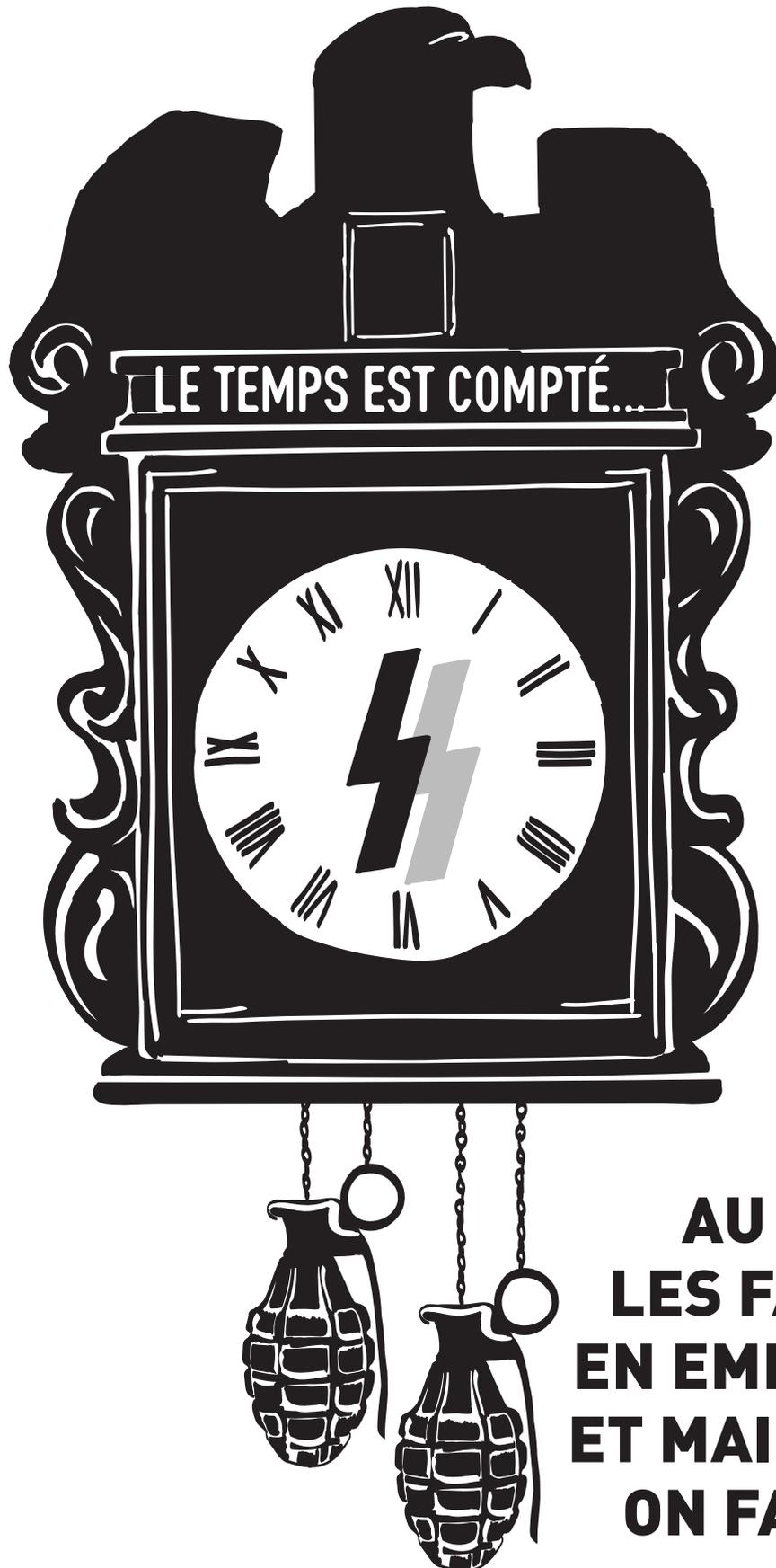


LES CAHIERS 03

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | MAI 2022



**MACRON
AU POUVOIR,
LES FASCISTES
EN EMBUSCADE,
ET MAINTENANT
ON FAIT QUOI ?**

ÉDITO **MACRON AU POUVOIR, LES FASCISTES EN EMBUSCADE, ET MAINTENANT ON FAIT QUOI ?**

Il faut prendre à bras-le-corps les résultats de l'élection présidentielle et l'image qu'ils donnent de la société en France, sans complaisance. C'est à ce prix qu'on peut élaborer nos stratégies.

Le fascisme n'est pas un simple spectre. **1** – 13 millions d'électeurs et électrices ont voté pour une fasciste¹, ils et elles sont dans nos quartiers, nos lieux de travail. Cette audience va peser sur le climat politique mais elle donne surtout un réservoir de masse pour le développement d'un mouvement organisé. **2** – Dès le premier tour 10 millions d'entre eux et elles avaient déjà voté pour Le Pen ou Zemmour alors que la colère contre Macron pouvait notamment s'exprimer par le vote Mélenchon. N'esquivons pas : le déterminant essentiel de leur vote a donc été le racisme et le nationalisme. **3** – Dans un contexte de naufrage des organisations politiques traditionnelles qui servaient de médiation avec l'ensemble de la société, les élections ont démontré que le seul candidat « crédible » pour la classe dirigeante n'avait plus aucune légitimité au-delà de la bourgeoisie et des fractions les plus aisées des couches intermédiaires de la société. Sur fond de crise économique et internationale profonde, les bases même de domination capitaliste par l'intermédiaire de la démocratie parlementaire sont en voie d'effondrement. **4** – Et cela mène au quatrième aspect : l'incroyable homogénéité sociologique du vote, surtout au second tour. Là où les analystes ont mis en avant la cristallisation de trois blocs politiques, la réalité est surtout celle de blocs sociologiques. Il y a eu un clair vote de classe dont les frontières sont celles du revenu (3 000 euros), des catégories socio-professionnelles, de la géographie sociale (centres-villes contre périphéries), des diplômés... Surtout si on met de côté le vote « barrage », le vote Macron a été un vote de la bourgeoisie et des couches sociales supérieures du salariat. Le vote des couches moyennes du salariat et de la petite bourgeoisie est allé vers Le Pen tandis que le vote de la classe ouvrière s'est partagé entre Le Pen et l'abstention. **5** – Le dernier aspect est déterminant pour les prochains mois. Loin de l'analyse dominante de la situation justifiant beaucoup d'abdications, il n'y a pas d'uniforme « droitisation » de la société. Les millions de voix pour Mélenchon, sa mainmise électorale sur la « gauche », reflètent aussi une évolution vers la gauche. Ces élections ont confirmé la polarisation à la fois politique et de classe de la société.

« Ces élections ont confirmé la polarisation, à la fois politique et de classe, de la société. »



FEDERICO MARTÍN ARAMBURÚ 1980–2022
Assassiné par l'extrême droite pour s'être opposé au racisme

*« Le temps est désormais compté.
Mais il ne sera pas vide, à la fois de
dangers et d'opportunités. »*

Qu'est-ce qu'on en tire ?

1 – Ça ne tiendra pas. Il n'y aura pas de stabilisation politique de la situation. La République n'est pas un ensemble de supposées valeurs, c'est une forme de gouvernement du capitalisme. L'histoire a montré qu'elle n'était pas ce qui barre la route au fascisme. Si nous ne sommes pas maîtres des rythmes et des formes, il n'en reste pas moins que le temps est désormais compté. Mais il ne sera pas vide, de crises et de confrontations, de dangers et d'opportunités.

2 – Pour le fascisme la voie du développement n'est plus, à cette phase, principalement sur le terrain électoral. La sociologie du vote a démontré l'impasse des théories qui en font un simple courant du Capital. Il faut absolument lire les analyses de Vanina Giudicelli qui expliquent cela². Dans une synthèse élégante et lumineuse de Paxton et Gramsci elle a notamment mis en lumière un aspect essentiel. Pour prétendre au pouvoir le fascisme doit organiser et mobiliser activement une masse



« La lutte contre le fascisme tout comme le développement d'une alternative ne se joueront pas sur le terrain électoral. »

de membres. Or son audience est aujourd'hui principalement électorale et donc passive. Cela ouvre une période dangereuse et violente. Mais aussi beaucoup de contradictions pour les fascistes et détermine un des axes de combat pour nous. Dans chaque quartier, chaque lieu de travail, il faut construire les formes d'organisation et de combat qui empêcheront les fascistes de construire leurs organisations, leurs apparitions.

3 – De notre côté les forces existent. La dynamique autour de Mélenchon, l'espoir même suscité par l'union des forces de gauche, le refus, malgré la rage contre Macron, d'une majorité de notre classe de voter pour Le Pen montrent le potentiel qui existe pour lutter contre le fascisme par les deux bouts. Défensivement pour lui disputer le terrain et offensivement pour construire les luttes qui donnent une alternative. Entre les deux tours des graines pour cela ont été semées, grâce notamment à la Campagne Antiracisme et Solidarité. C'est ce qui a permis un début de riposte avec les manifestations du 16 avril. Mais cela nécessite de lever des hypothèques.

Lever des hypothèques

D'abord la lutte contre le fascisme tout comme le développement d'une alternative ne se joueront pas sur le terrain électoral.

Alors que l'exemple historique du Front populaire est abondamment mobilisé autour de l'Union populaire et en vue des élections législatives, il est utile de rappeler plusieurs choses. C'est la riposte de rue et de grèves contre les fascistes en février 1934 qui a créé une dynamique vers

La dynamique actuelle [...] vers la gauche doit être utilisée pour dynamiser les luttes. Et sur cette base construire et renforcer toutes les formes d'organisation de notre classe.

la gauche aboutissant à la victoire électorale de mai 1936. Ce sont les grèves de juin 1936 qui ont paniqué la bourgeoisie française et obtenu toutes les avancées attribuées au Front populaire. Mais c'est l'argument tenu par les dirigeants socialistes et communistes de cette époque selon lequel les luttes devaient s'arrêter pour laisser le gouvernement agir qui ont brisé cette dynamique et mené alors à tous les reculs aboutissant finalement à ce que le Parlement élu en juin 1936... laisse les pleins pouvoirs à Pétain.

Il n'y a qu'une seule leçon qui devrait en être tirée. La dynamique actuelle qui existe vers la gauche doit être utilisée pour dynamiser les luttes. Et sur cette base construire et renforcer toutes les formes d'organisation de notre classe.

Ensuite cela nécessite d'armer le mouvement de conceptions solides qui permettent de construire une véritable autonomie de classe plutôt que de le désarmer à chaque crise en le faisant se ranger derrière les solutions de la classe dirigeante sous prétexte d'urgence.

La guerre en Ukraine n'est ainsi pas un accident, dramatique, détaché de la dynamique globale. Il ne s'agit pas d'un conflit isolé reflétant uniquement la soif de pouvoir d'un dictateur face auquel il faudrait défendre « la démocratie ». Elle est la cristallisation de toute une situation marquée par le développement de tensions inter-impérialistes où la concurrence capitaliste prend et prendra de plus en plus la forme de conflits géopolitiques et militaires entre États et blocs d'États. D'où le renforcement de gouvernements plus autoritaires et militarisés, l'importance du nationalisme et de la question des frontières. Le renforcement de l'Otan et du militarisme légitimés actuellement par la guerre en Ukraine doivent être combattus au même titre que l'agression russe. Et la lutte contre les frontières, contre le racisme et le nationalisme, la solidarité avec les sans-papiers et migrantEs, sont un enjeu pour toute la société, incontournable pour construire une conscience de classe.

Impérialisme et fascisme sont historiquement liés. Ce n'est pas le fascisme qui entraîne la société vers la guerre, le nationalisme, le racisme et des formes plus autoritaires et militarisées du pouvoir. C'est la trajectoire impérialiste du Capital qui crée les conditions propices pour le développement du fascisme. Il n'y aura pas de lutte conséquente contre le développement d'un mouvement fasciste si celle-ci ne s'accompagne pas de luttes contre l'impérialisme dans toutes ses dimensions, sociale et politique, nationaliste et raciste, policière et militaire.

DENIS GODARD

1 – Voir l'article exceptionnel de Lucie Delaporte dans *Médiapart*.

Exceptionnel car il brise les théories de la dédiabolisation
<https://www.mediapart.fr/journal/france/270422/vote-pour-l-extreme-droite-la-tentation-du-deni>

2 – Notamment le texte « Qu'est-ce que le fascisme? »

<https://www.contretemps.eu/danger-fasciste-france-fi/>



LES FASCISTES, MACRON, L'ÉTAT... C'EST PAS LA CLASSE

Plus de 13 millions de voix. C'est le score à peine croyable qu'une candidate fasciste a réussi à obtenir au second tour de l'élection présidentielle. Le vote massif pour son projet, intégralement basé sur la préférence nationale, en dit long sur la pénétration des idées racistes dans la société et la banalisation de l'extrême droite. Quant au rejet de ce projet, s'il reste numériquement plus important, il est beaucoup moins homogène. Ce qui a dominé, c'est la nécessité de voter au second tour pour mieux passer à autre chose. Pourtant, loin d'avoir écarté le danger, Macron ne fera que le renforcer.

Dans « Le fascisme en action », Paxton présente les deux éléments qui ont permis aux fascistes d'accéder au pouvoir en Italie en 1922 comme en Allemagne en 1933 : le fait que la bourgeoisie se sente menacée au point d'accepter de collaborer avec eux, et un enracinement suffisamment important des organisations fascistes pour s'imposer comme partenaires.

Le fascisme n'est pas un instrument créé par la bourgeoisie, il a un projet politique autonome (l'extermination des juifs n'était pas le projet de la bourgeoisie allemande, mais celui des nazis). Celui-ci, que l'on pourrait définir par la volonté de créer un renouveau de la société à travers le combat pour la pureté et la grandeur nationale, n'est pas un projet un peu plus radical que celui de candidat·es de la bourgeoisie. Le fascisme a pour spécificité de chercher à mobiliser activement de larges couches de la société – là où la bourgeoisie cherche plutôt à s'assurer de leur passivité. Le cœur de ce mouvement est la petite bourgeoisie, classe sociale qui hait à la fois la grande bourgeoisie au pouvoir qui les mène à la faillite et la classe ouvrière qui réclame davantage d'acquis sociaux et politiques. En cherchant à imposer un ordre qui semble permettre à ses membres d'avoir la place qu'ils estiment leur revenir au sein de la nation, de la famille, des institutions,

Le fascisme a pour spécificité de chercher à mobiliser activement de larges couches de la société – là où la bourgeoisie cherche plutôt à s'assurer de leur passivité.

et en rejetant la lutte des classes, la petite bourgeoisie impuissante devant le grand capital espère reconquérir sa dignité sociale en s'en prenant aux immigré·es, aux musulman·es, aux organisations de la classe ouvrière. Mais les mouvements fascistes cherchent également à souder d'autres forces sociales autour des ennemis qu'il faut écraser. La stratégie du fascisme est donc de débaucher une partie de notre classe pour l'amener à s'en prendre à l'autre (en s'adressant prioritairement à la frange la plus marginalisée, chômeur·euses, précaires, ou travailleur·euses démoralisés). En ce sens, le fascisme peut intéresser la bourgeoisie, s'il réussit à construire ce mouvement d'ampleur auquel il aspire, offrant des troupes et une détermination capables de « régler » les blocages auxquels la bourgeoisie doit faire face.

C'est là une des conditions pour accéder au pouvoir. Le Pen ne dispose pas pour l'instant d'une armée, même si on peut entrevoir les possibilités rapides de sa constitution. Les meetings organisés

par Zemmour, rassemblant des dizaines de milliers de personnes, sonnent l'alarme. L'appareil d'État est également infesté de partisans du fascisme : déclaration l'an dernier de généraux à la retraite affirmant que « *notre honneur aujourd'hui tient dans la dénonciation du délitement qui frappe notre patrie* », sondage réalisé par le CEVIPOF auprès de la police qui révélait que 60 % d'entre eux avaient l'intention de voter pour le RN.

De son côté, tant qu'elles suffisent, la majorité de la bourgeoisie préférera utiliser les méthodes traditionnelles, y compris les plus autoritaires, pour se maintenir au pouvoir, car ces méthodes s'exercent par le biais de l'État et des institutions de coercition dont elle a le contrôle. Elle n'envisage de faire des compromis avec les fascistes que lorsque ses outils s'avèrent insuffisants face au besoin d'écraser la résistance ne serait-ce que potentielle de la classe ouvrière, car elle privilégiera toujours une solution lui permettant de maintenir sa domination. En Allemagne et en Italie, cette situation ne s'est pas produite contre une vague révolutionnaire, mais pour tenter de résoudre une crise économique d'ampleur telle qu'elle nécessitait des mesures décisives contre la classe ouvrière, alors que le poids des organisations ouvrières conduisait à un blocage politique qui empêchait d'y parvenir. Historiquement, c'est donc toujours la bourgeoisie qui a décidé de confier le pouvoir aux fascistes, sans attendre une (improbable) victoire électorale de leur part. Rappelons qu'en Italie, Mussolini est nommé Premier ministre le 30 octobre 1922 alors qu'aux élections précédentes les fascistes emportaient seulement 35 sièges sur 535. En Allemagne, les pleins pouvoirs sont accordés le 24 mars 1933 à Hitler – qui avait été préalablement nommé chancelier par la bourgeoisie – alors que malgré la pression énorme exercée par les SA (groupe paramilitaire des nazis) la majorité de la population avait voté pour d'autres partis.



Tant qu'elles suffisent, la majorité de la bourgeoisie préférera utiliser les méthodes traditionnelles, y compris les plus autoritaires, pour se maintenir au pouvoir.

Les liens entre la bourgeoisie et les mouvements fascistes sont donc loin d'être prédéterminés. Des deux éléments soulignés par Paxton permettant la conquête du pouvoir par des formations fascistes, nous n'avons pas la main sur les rythmes auxquels la bourgeoisie se tournera vers elles. Disons en tout cas que Macron reste le président préféré de la majorité de la bourgeoisie. Mais pour combien de temps ? La polarisation politique que révèle le résultat de l'élection présidentielle nous donne une indication sur la grande difficulté à gouverner dans les mois et années à venir, tandis que les signaux d'une nouvelle crise économique liée à l'inflation sont au rouge. Par contre, nous pouvons agir sur la capacité des fascistes à construire un mouvement de masse, de même que nous pouvons renforcer les luttes qui peuvent mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

R comme racistes, N comme Nazis

Sur le premier champ, faire de l'antifascisme une priorité commence par affirmer que le RN porte un projet fasciste. Que le danger n'est pas écarté, mais plutôt qu'il a augmenté. Même en additionnant les voix au premier tour pour Le Pen, Zemmour et Dupont-Aignan, on constate que deux millions de personnes supplémentaires sont allées voter pour une candidate d'extrême droite au second tour. Tous les individus ou organisations qui ont fait du vote Macron la question essentielle dans l'entre-deux-tours sont passés à côté de cet enjeu essentiel : nous devons donner la priorité au fait de faire reculer le vote pour le RN, et casser pour cela la banalisation de ce vote. Si l'enjeu est d'empêcher les fascistes de construire leur mouvement de masse avec ses milices, il faut parvenir à casser l'attrait qu'ils opèrent grâce à leur stratégie de dédialisation, à détacher du noyau fasciste les éléments qui sont influencés, en dénonçant systématiquement la nature réelle de ces organisations. Or, en acceptant de débattre avec eux, on contribue à leur banalisation. Laisser aux fascistes la possibilité de s'exprimer, de se présenter à des élections, de s'organiser, c'est leur laisser le pouvoir de s'en prendre aux personnes racisées, de mettre fin à nos grèves et mobilisations, de tuer. Toutes les organisations qui disent défendre les intérêts de notre classe devraient donc s'unir et agir pour construire des mobilisations à même d'empêcher ce mouvement de nuire : pas de démocratie pour les ennemis de la démocratie, pas une affiche, pas un tract, pas une apparition publique !

Comment faire ? Le résultat des élections a montré que c'est le RN qui est aujourd'hui central dans la perspective de construction d'une organisation fasciste de masse. Ce parti a réussi sa stratégie de dédialisation, visant à casser le cordon sanitaire qui s'était établi autour de lui pendant des années, au point qu'il est devenu de plus en plus difficile d'argumenter sur le danger que représente cette organisation par rapport à



Manifestation contre le meeting d'Éric Zemmour à Paris. Photothèque Rouge/Martin Noda/Hans Lucas

un pouvoir autoritaire incarné par Macron. Mais la candidature de Zemmour a rouvert le débat sur la nature du fascisme. C'est d'ailleurs ce que lui reprochait Le Pen. Gramsci parlait de «*fascismes en tension*» pour exposer la contradiction dans laquelle les fascistes sont : ils ont à la fois besoin d'organiser des troupes déterminées à écraser tous leurs ennemis, et d'apparaître respectables pour gagner de nouvelles franges de la population et apparaître comme un partenaire pour la bourgeoisie. La candidature de Zemmour a libéré les digues de la violence verbale comme physique, en apparence maîtrisées dans la stratégie du RN. Et si les milices fascistes auront probablement pour consigne de ne pas attaquer durant la période électorale des législatives, il est fort probable que cela s'intensifiera de toute façon ensuite. Les attaques des étudiant-es qui avaient décidé de bloquer leur lieu d'étude à Sciences Po ou La Sorbonne durant l'entre-deux-tours sonnent l'alarme.

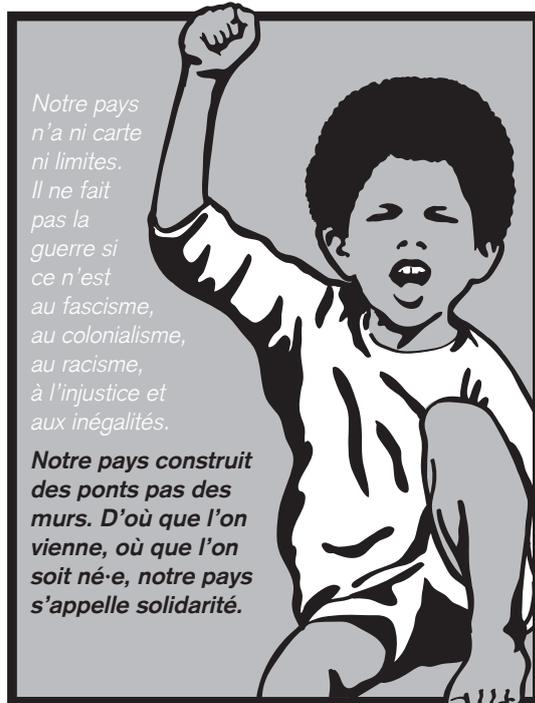
Enfin, parvenir à reconstruire une tradition antifasciste ne pourra se faire qu'en la liant aux luttes antiracistes. Elles en sont par ailleurs le meilleur levier, et ce n'est pas un hasard si c'est la Campagne unitaire antiracisme et solidarité qui a essayé de réunir les collectifs et organisations en alertant sur la situation plusieurs mois avant les élections. Le racisme est l'élément décisif de l'attraction qu'opère le RN (ou Zemmour évidemment). Tant que les gens dénoncent les inégalités et souhaitent davantage de justice sociale, ils votent à gauche (ou s'abstiennent !). Le basculement vers le vote RN indique que la question raciale a pris le pas sur la question de classe : ce sont les immigré-es et les musulman-es (ou supposé-es tel-les) qui sont perçu-es comme le problème. Et si Le Pen n'a pas eu besoin de faire focaliser le débat sur ces questions, et que les médias l'ont fait apparaître comme une candidate du pouvoir d'achat, c'est grâce au développement des politiques anti-migrant-es et islamophobes de Macron et au

Nous pouvons agir sur la capacité des fascistes à construire un mouvement de masse, de même que nous pouvons renforcer les luttes qui peuvent mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

tapis rouge déroulé à Zemmour, qui lui ont permis de récolter les fruits : comme disait son père, le peuple préférera toujours l'original à la copie. Il est donc illusoire de croire que le mouvement social se suffit à lui seul pour contenir ou faire régresser le vote fasciste. En 2016, l'exemplaire mobilisation sociale contre la loi travail et son monde a permis de faire taire Marine Le Pen, mais elle n'a pas suffi à faire régresser les intentions de vote, puis le nombre de voix, pour ce parti quelques mois plus tard. Il suffit également de voir la pénétration du vote RN au sein des personnes qui se disent proches des syndicats pour s'en convaincre (22 % de sympathisant-es CGT pour le RN par exemple). C'est donc l'inverse qui devient maintenant vrai : il n'y aura plus de mobilisations sociales d'ampleur, car il n'y aura plus d'unité possible de notre classe, si nous ne parvenons pas à faire reculer le racisme qui l'a gangrénée. Il est donc urgent de mener les arguments au sein des syndicats et des mobilisations sociales, pour y gagner la nécessité d'une implication concrète dans des luttes antiracistes.

L'État contre notre classe

La montée du danger fasciste prend place comme un des éléments des catastrophes en cours : gestion calamiteuse de la pandémie, guerre en Ukraine, rapport du GIEC qui donne trois ans pour réduire les émissions de CO₂, perspective d'une nouvelle crise économique... Dans ce contexte, les méthodes traditionnelles de gestion du système



Notre pays
n'a ni carte
ni limites.
Il ne fait
pas la
guerre si
ce n'est
au fascisme,
au colonialisme,
au racisme,
à l'injustice et
aux inégalités.

**Notre pays construit
des ponts pas des
murs. D'où que l'on
viennne, où que l'on
soit né-e, notre pays
s'appelle solidarité.**

 **NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ**
ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG 

*Toutes les organisations qui mettent
actuellement leurs énergies dans les
prochaines élections nous mènent dans
le mur.*

sont massivement rejetées, comme l'indique l'effondrement des partis traditionnels, PS et LR. La bourgeoisie doit faire face à une énorme crise d'hégémonie. La victoire de Macron est donc davantage le signe d'une très grande instabilité que d'une continuité des politiques menées depuis des décennies : depuis 2017, les scores de Macron montrent la faible adhésion à son projet, et il est par ailleurs loin d'avoir réussi à consolider un bloc autour de lui à même de remplacer l'effondrement des partis traditionnels.

Dans cette situation d'instabilité, les initiatives proposées ont un impact d'autant plus important. Il y a le sens qu'elles auront au regard de la nécessité d'amplifier la combativité, mais aussi leur portée, c'est-à-dire leur capacité à entraîner une partie significative de notre classe.

En position de faiblesse, Macron va devoir défaire notre classe de façon de plus en plus autoritaire. Mais ce serait une erreur d'attendre la bataille qui mettra des millions de personnes dans la rue. Il est peu probable qu'il commence par exemple par attaquer le système des retraites, qui par le passé, en 2010 ou 2019, a conduit à des mobilisations d'ampleur. Il s'emploiera d'abord à affaiblir notre classe par des attaques qui divisent davantage : la mise au travail forcé des bénéficiaires du RSA ou le changement du statut des enseignant-es, sans oublier celles analysées plus haut, qui cimentent une adhésion à l'ordre capitaliste, c'est-à-dire les politiques nationalistes et racistes.

Alors que JL Mélenchon – qui a cristallisé le rejet du RN comme de Macron – a la main sur les propositions à faire à des millions de personnes,

*Nous devons nous appuyer sur le
sentiment partagé d'une urgence à
changer le monde pour pousser à agir,
tout en argumentant sur le fait que seule
notre classe a collectivement la capacité
de le faire.*

la seule qu'il fait est d'appeler les électeurs et électrices à le nommer Premier ministre lors des élections législatives de juin. Toutes les organisations qui mettent actuellement leurs énergies dans les prochaines élections nous mènent dans le mur. Lorsque Mélenchon nous dit que voter pour lui nous épargnera les grèves, cela traduit un double désaccord : le fait que des élu-es pourraient faire ce que des mobilisations échouent à obtenir, mais aussi la négation du fait qu'au cours de ces grèves, les travailleur-euses impliqué-es ne font pas que contester l'ordre établi, elles et ils rompent avec les idées dominantes acceptées durant les périodes de passivité, transforment leur vision de la société et leurs relations entre elles et eux. Pour le dire autrement, c'est donc avant tout grâce aux mobilisations sociales, antiracistes, féministes, écologiques, que Mélenchon a pu apparaître comme une alternative crédible.

L'enjeu est donc maintenant de parvenir à transformer le vote de millions de personnes pour Mélenchon, en nouvelles mobilisations. Cette situation ouvre des possibilités, à condition de rompre avec le pessimisme sur l'état des rapports de forces, et de contribuer à l'auto-organisation de notre classe. Nous devons nous appuyer sur le sentiment partagé d'une urgence à changer le monde pour pousser à agir, tout en argumentant sur le fait que seule notre classe a collectivement la capacité de le faire. Durant son précédent mandat, Macron a pu regagner en légitimité à la faveur de crises face auxquelles le mouvement ouvrier n'avait aucune solution de classe à proposer, ce qui revenait peu ou prou à renforcer le sentiment d'impuissance et à soutenir les solutions étatiques : acceptation du confinement avec le coronavirus, acceptation d'ingérence de l'Otan dans la guerre en Ukraine, acceptation de l'idée que Macron serait un rempart contre le fascisme. Or, la défiance systématique vis-à-vis de l'État est le corollaire nécessaire à l'autonomie de notre classe.

Pousser à s'organiser pour agir rouvrira inévitablement les discussions stratégiques sur la possibilité d'une voie parlementaire à la transformation de la société, ou la nécessité d'une révolution. Il nous faut donc également ouvrir davantage d'espaces de débats (réunions, débats publics, utilisation de la revue) pour argumenter et favoriser le rassemblement de celles et ceux qui pensent que l'émancipation des travailleur-euses ne peut être que l'œuvre des travailleur-euses elles et eux-mêmes. La portée de ce qu'un petit groupe comme A2C peut entreprendre est forcément extrêmement limitée. Mais en agissant pour transformer la situation et en argumentant sur les voies à emprunter, nous voulons et nous pouvons nous lier à beaucoup d'autres !

VANINA GIUDICELLI



DE LA FORCE DE NOTRE ANTIRACISME DÉPENDRA NOTRE CAPACITÉ À REPOUSSER LE FASCISME

Le 10 décembre 2021, la Campagne Antiracisme et Solidarité était lancée avec un appel « D'où que l'on vienne, où que l'on soit né-e, notre pays s'appelle Solidarité ». Elle affichait l'ambition d'une « riposte solidaire aux politiques et discours racistes et sécuritaires » soutenue alors par un peu plus de 200 organisations signataires¹.

Dès le 18 décembre, la 1^{re} date de mobilisation annoncée dans l'appel de cette campagne, plusieurs milliers de manifestant·es prenaient la rue dans plus de 50 villes partout en France pour la journée internationale des migrant·es ! La liste des signataires de l'appel à lutter contre le racisme par la solidarité s'était déjà allongée en quelques jours pour atteindre 340 organisations qui s'engageaient à soutenir les revendications portées par plusieurs fronts de la lutte contre le racisme : la régularisation des sans-papiers, vérité et justice pour les victimes de violences policières et pénitentiaires, la fin des contrôles au faciès, l'abrogation de la loi dite « séparatisme », le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et la fin des dominations économiques, militaires et politiques, en particulier la Françafrique, etc.

Les collectifs de sans-papiers et la Marche des Solidarités ont été à l'origine de cette campagne et pouvaient alors voir à travers le test des premiers jours une confirmation de plusieurs constats issus en particulier de l'expérience de la marche nationale des sans-papiers de 2020² : malgré la prolifération des discours, des politiques racistes et sécuritaires face à auxquels les seuils de « tolérance » à l'immonde s'abaissent de plus en plus, il y a des résistances qui s'expriment d'une multitude de façons.

Malgré la prolifération des discours, des politiques racistes et sécuritaires face à laquelle les seuils de « tolérance » à l'immonde s'abaissent de plus en plus, il y a des résistances qui s'expriment d'une multitude de façons.

Il y a de la solidarité autour de plusieurs fronts (solidarité avec les migrant·es, avec les familles qui luttent contre les violences policières, etc.), et il y a une société qui n'a rien à voir avec l'image donnée par la nature des débats développés dans les médias dominants.

C'est dans la pratique des luttes collectives que les militant·es sans-papiers ont pu constamment tester leurs expériences, leurs analyses et leurs stratégies pour rompre avec les idées dominantes et développer une conscience politique qui se pérennise et qui s'illustre, par exemple, dans les discours de plusieurs figures actuelles de la lutte des sans-papiers.

Écoutons les militant·es sans-papiers

À travers leurs prises de parole, les représentant·es des luttes de sans-papiers et leurs collectifs ont été

Personne n'empêchera le mouvement des sans-papiers de se battre pour la régularisation de toutes et tous et pour notre dignité à toutes et tous

moteurs et animateurs de cette Campagne nationale Antiracisme et Solidarité. Ils et elles s'adressent aux autres forces combattives de notre classe et montrent le chemin à suivre pour forger un mouvement en antagonisme avec la « protection » de l'économie française, de la nation, de l'État et une conscience de classe qui soit une conscience politique véritable, selon la définition proposée par Lénine :

« La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes ; à réagir justement du point de vue social-démocrate, et non de quelque autre point de vue. »³

Écoutons Aboubacar Dembelé⁴, délégué de la grève de Chronopost et du CTSP Vitry, Bchira Ben Nia, déléguée de la CSP 75 et porte-parole de la Marche des Solidarités (MDS), Anthioumane Touré, porte-parole du CSPM et de la MDS. Ils n'ont cessé de répéter lors de chacune de leurs prises de paroles que ça soit lors de conférences de presse ou de manifestations :

1 – Solidarité avec le peuple ukrainien et ouverture des frontières pour tou·tes.

2 – Non au tri inhumain entre réfugié·es ukrainien·nes, malien·nes, tunisien·nes, syrien·nes, etc.

3 – Personne n'empêchera le mouvement des sans-papiers de se battre pour la régularisation de toutes et tous et pour notre dignité à toutes et tous : que ce soit le 30 mai 2020 malgré l'interdiction de manifester, le 7 octobre 2021 contre la Françafrique.

Écoutons Anzoumane Sissoko, figure historique de la lutte des sans-papiers, qui avait participé à l'occupation de l'église Saint-Bernard en 1996 quand il prend la parole au nom des collectifs de sans-papiers le 19 mars 2022 et propose à l'ensemble de la manifestation de ne plus avancer tant que la préfecture maintenait une nasse autour du cortège. C'est bien la conscience politique de ce qui se joue dans la rue ce jour-là, du rôle joué par la préfecture dans la lutte que les sans-papiers mènent pour la régularisation et donc du rapport de forces.

Antiracisme par en bas

Hal Draper introduit le concept de « socialisme par en haut » en 1966 dans *Les deux âmes du socialisme* et il en résume parfaitement la principale caractéristique dès les premiers paragraphes de cet essai : « À l'inverse d'une démarche audacieuse d'action de masse par en bas, il est plus prudent de trouver le "bon" dirigeant qui "répandra ses bienfaits sur le peuple". »

Et, au passage, il entame aussi en creux une définition d'un « socialisme par en bas ». Quelques lignes plus haut dans son essai, il ouvre même la possibilité que cette approche « par le haut » ne soit « pas spécifique du socialisme » car cette « aspiration à l'émancipation par en haut est un

principe permanent au cours des siècles de lutte de classe et d'oppression politique » et permet ainsi de se poser dans notre situation la question d'un antiracisme par en bas qui viendrait s'opposer à un antiracisme par en haut.

L'« antiracisme de façade » de SOS Racisme a pu incarner à l'intérieur de l'antiracisme cette tradition d'émancipation par le haut, mais ce n'est pas le seul et, comme pour le socialisme, l'histoire de l'antiracisme « peut être lue comme un effort, constant mais malheureux, pour se libérer de l'ancienne tradition de l'émancipation par en haut », effort incarné actuellement par plusieurs fronts dont la lutte des sans-papiers.

Donc plutôt que se poser la question de savoir s'il est politique ou moral, réfléchissons à comment organiser un antiracisme par en bas plutôt qu'un antiracisme par en haut. C'est-à-dire un antiracisme qui, sans rien céder sur le fond et sur les mots d'ordre que dicte l'urgence de la situation, un antiracisme qui pousse au regroupement, un antiracisme qui propose de faire de la politique par la mise en mouvement, pour donner confiance au plus grand nombre d'entre nous sur des idées simples qui dessinent les contours d'une contre-hégémonie antiraciste.

L'urgence de la situation

Les mobilisations du 19 mars, organisées à l'occasion des journées contre les violences policières (15 mars) et contre le racisme (20 mars), étaient un objectif de la Campagne Antiracisme et Solidarité dès la sortie de l'appel en décembre. Elles ont rassemblé 10 000 personnes à Paris, 1 000 à Toulouse, des centaines à Avignon, Bayonne, Bordeaux, Caen, Dijon, Lille, Lyon, Metz, Montpellier, Poitiers, Saint-Étienne, Strasbourg, et Lille.

Une réussite en soi, mais en dessous des espoirs ouverts quelques mois plus tôt par les mobilisations du 18 décembre et surtout en dessous de ce que l'urgence du contexte exige avec le durcissement

Lorsqu'on commence à limiter la liberté pour certain·e·s, c'est la liberté de tou·te·s qui recule.

Nous exigeons la liberté de circuler et de manifester, la fin des violences et des crimes policiers et pénitentiaires et la fermeture des centres de rétention administrative.



NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ
ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG

des politiques racistes et sécuritaires et la montée de partis fascistes.

Les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle qui avait lieu le 10 avril sont venus confirmer cette urgence en annonçant pour la troisième fois en 20 ans que ces élections se joueront entre un candidat fasciste (Jean-Marie Le Pen et le Front national en 2002; Marine Le Pen et le Rassemblement national en 2017 et 2022) et un candidat choisi par la bourgeoisie (Chirac et le RPR en 2002; Macron et En Marche en 2017 et 2022).

Dès la sortie de ces résultats, le soir du 10 avril, parce qu'ils avaient anticipé ce scénario du pire, les collectifs de sans-papiers et la Marche des Solidarités proposent à la Campagne Antiracisme et Solidarité d'appeler à la Résistance face au racisme et face au fascisme dans la rue dès le 16 avril⁵.

Dans plus de 35 villes, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont venues poser les bases de cette résistance, avec des cortèges impressionnants de jeunes et d'étudiant-es. La jeunesse scolarisée avait déjà, dans les jours précédents, organisé des piquets de grève. Cette force sociale a précédé les collectifs de sans-papiers, des collectifs antifascistes, des syndicats, et des foules entières qui avaient besoin de relever la tête.

Évidemment, nous aurions dû être plus nombreux-euses. Nous aurions même pu si les appels au vote Macron n'avaient pas malheureusement été bien plus unanimes et univoques que les appels à manifester en masse. Entre le 1^{er} et le 2nd tour, et notamment dans les premiers jours, alors qu'une partie trop large de notre camp restait silencieuse, la position prise par les collectifs de sans-papiers et la Marche des Solidarités dans cet appel à la résistance ont donné une visibilité supplémentaire à la Campagne Antiracisme et Solidarité, qui s'est retrouvée désormais soutenue par 485 organisations à travers tout le territoire, et qui publiait alors son deuxième communiqué décisif lors de cette séquence⁶.

Notre priorité était de continuer dans les jours suivants pour que pas une voix supplémentaire n'aille pour la « préférence nationale » et la « remigration » et nous le répétons : le fascisme n'est pas une option, pas un jeu. C'est un poison mortel pour toute la société.

Les 13 millions de voix obtenues par Marine Le Pen, candidate fasciste d'un parti fasciste, au 2nd tour (presque 3 millions de voix gagnées par rapport au 1^{er} tour) viennent rappeler l'urgence de construire un front antifasciste. La France n'est pas devenue fasciste du jour au lendemain, mais le danger grandit. Et c'est le racisme, le nationalisme et la haine de l'immigration qui mobilisent actuellement autour du Rassemblement national et des organisations fascistes dans leur ensemble en France.

La centralité de la lutte antiraciste

Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur ce constat : le racisme ouvre la voie au fascisme. Pour abattre le second, il faut regrouper contre le premier. Et regrouper « par le haut » est une des erreurs qui nous ont conduit à cette situation.

Alors regroupons pour un antiracisme par en bas qui permette au plus grand nombre d'agir, qui ne s'adapte pas à l'idéologie capitaliste en refusant le point de vue des dominants qui voudraient nous faire croire qu'il n'y a pas de solutions pour empêcher



 **NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ**
ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG 

Nous ne pouvons pas faire l'impasse sur ce constat : le racisme ouvre la voie au fascisme. Pour abattre le second, il faut regrouper contre le premier.

les migrant-es de mourir par milliers chaque année en Méditerranée, dans la Manche ou ailleurs.

Il nous faut nous rassembler autour d'une mosquée fermée ou attaquée, autour d'une famille qui réclame vérité et justice face aux crimes policiers... et qui affirme que la lutte contre le racisme n'est pas seulement une nécessité « défensive » contre la violence qui touche certain-es d'entre nous.

Elle est aussi une lutte offensive pour construire une conscience politique véritable, pour ne plus reculer face aux fascistes, pour « faire classe », et faire de l'antagonisme ouvert avec la classe dirigeante, ses intérêts et ses institutions, le cœur de la transformation de toute la société.

MATHIEU, PARIS 20^e

- 1 – Voir le communiqué du lancement de la Campagne au lien suivant : <https://antiracisme-solidarite.org/2021/12/10/communique-de-lancement-de-la-campagne-antiracisme-et-solidarite/>
- 2 – Lire et relire « La longue Marche des Sans-Papiers vers la liberté » publié dans *les Cahiers de l'Autonomie de Classe* n° 1.
- 3 – Cette citation a été revisitée par l'article publié dans *les Cahiers de l'Autonomie de Classe* n° 2 « Moins de programmes électoraux, Plus de politique », l'article est désormais sur le site d'A2C.
- 4 – Les interventions de ces camarades ont été enregistrées à différentes reprises via la chaîne Youtube de la CNAS. La conférence de presse annonçant la manifestation du 19 mars a permis de réunir ces trois camarades : <https://www.youtube.com/watch?v=UAqzHOMphr4>
- 5 – Nous avons publié ce communiqué sur le site de la Campagne Antiracisme et Solidarité : <https://antiracisme-solidarite.org/2022/04/12/contre-le-racisme-et-contre-le-fascismenotre-pays-sappelle-resistance/>
- 6 – *Idem* : <https://antiracisme-solidarite.org/2022/04/21/la-resistance-est-la-on-ne-recule-plus-%ef%bf%bc/>

RETOUR D'EXPÉRIENCE DE LA CAMPAGNE ANTIRACISME ET SOLIDARITÉ À TOULOUSE



Citation de Maëlys 7 ans «Les gens ne se rendent pas compte, on organise un concert, puis un tournoi de foot, et après c'est la révolution!»

À Toulouse, quelques temps en amont du 18 décembre, à l'occasion de la journée internationale des migrant-es, la campagne a débuté par la création d'un lien politique avec les États Généraux des Migrations (EGM)¹. Il paraissait essentiel de faire du lien avec cette organisation, pour créer de nouveaux contacts locaux afin d'appeler le plus largement possible à une mobilisation le 18. Lors de la réunion des EGM, l'organisation d'une manifestation se construit. Cependant, un constat apparaît, les EGM semblent frileux à l'idée d'une dynamique de construction collective des mobilisations au-delà des cadres déjà établis. Dès le départ, nous sommes confronté-es à leur routine institutionnelle peu encline à de nouvelles propositions.

Le(s) cadre(s) de la campagne s'organise(nt)!

Après la manifestation du 18 décembre, qui finit par regrouper, quelques centaines de personnes, une réunion publique est pensée mi-janvier afin de poursuivre la réflexion sur ce que nous souhaitons construire localement à l'occasion de cette campagne. Des personnes représentant des collectifs ainsi que des personnes non-organisées politiquement répondent présentes à cette réunion. Plusieurs propositions émergent : la projection du film *Un racisme à peine voilé*, ATTAC qui prévoit d'inviter Saïd Bouamama pour une conférence, une proposition de week-end antiraciste, la perspective de la manifestation nationale du 19 mars, différents événements et idées commencent à germer.

Nous commençons à nous réunir en créant un cadre spécifique à la campagne. Très vite, les réunions de la campagne s'organisent de manière hebdomadaire dans les locaux de Solidaires 31. Des groupes de travail sont mis en place pour la préparation du week-end antiraciste. Il a pour but de rassembler des personnes connues du milieu militant, mais aussi des personnes extérieures au mouvement social local. Ces groupes de travail organisent pour le samedi soir des concerts avec un groupe kabyle, et trois rappeuses, à la Chapelle (lieu militant emblématique

Ces deux journées ont permis de créer des liens politiques forts avec des militant-es et individus d'organisations qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer.

de Toulouse). Cet événement permet de rassembler approximativement 300 personnes. Ils organisent aussi pour le lendemain, un tournoi de foot dans le stade du BLS (Bien-être Liberté Solidarité) à Empalot, qui rassemble 400 personnes. Autour du tournoi, plusieurs personnes créent des banderoles, des fresques, participent à l'atelier de batucada, encouragent les équipes avec des fumigènes, s'éveillent les papilles autour du délicieux banquet préparé par le collectif La Roue². L'ambiance, les supporteur-rices sans l'aspect compétitif sont biens présent-es. Des slogans sont scandés en soutien au collectif des hijabeuses (des joueuses de foot qui portent le voile et qui ont été menacées par le gouvernement de ne plus pouvoir jouer), afin de les soutenir dans leur lutte et pour affirmer une position antiraciste face aux lois islamophobes que le gouvernement ne cesse de vouloir mettre en place.

Ces deux journées ont permis de créer des liens politiques forts avec des militant-es et individus d'organisations qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer : antiracistes, sans-papiers, féministes, LGBTQI+, syndicalistes, handi, ou encore médias indépendants, squateur-euses, groupe de percussion, juif-es, musulman-es, des personnes des pompes funèbres musulmanes³. Autant de personnes venant de différents horizons réunies pour une même raison. D'après les retours que nous avons eus pendant ce week-end, cela faisait longtemps que ce type d'événement ne s'était pas concrétisé à Toulouse, d'autant plus depuis la période du coronavirus.

Ce week-end a permis de faire émerger une certaine énergie pour continuer de construire la suite de cette campagne. Malgré ce bilan positif, aux réunions suivantes, certaines organisations se font de plus en plus absentes et les tensions/désaccords politiques avec les EGM s'approfondissent.

Le 19 mars : manifestation ou manifestations à Toulouse ?

L'attention se porte à présent sur l'organisation du 19 mars, où nous sommes confronté-es à plusieurs difficultés. Il n'y a pas de consensus entre l'appel à la manifestation nationale et les organisations locales qui portent l'idée de faire la manifestation à Toulouse.

Nous finissons, suite aux échanges, par décider collectivement un départ de manifestation du quartier Empalot. Un second désaccord apparaît concernant le débat national. Les EGM ne souhaitent pas se rattacher aux nouveaux mots d'ordres décidés nationalement, qui deviennent « *contre le racisme, les violences policières et pénitentiaires* » en préférant rester avec « *contre le racisme et les violences d'Etat* ».

Les EGM, de leur côté, décident d'organiser une réunion en visioconférence le 2 mars, à l'initiative principale de la CGT et de la LDH. Lors de cette réunion, ils se désolidarisent de la campagne, reprochent aux membres de celle-ci d'assumer une posture anti-démocratique et ils décident d'imposer une manifestation de leur côté, avec un lieu et une heure de départ différents. Ils souhaitent rédiger un appel distinct de celui de la campagne en insistant sur le contexte international spécifique vis-à-vis de la guerre envers la population ukrainienne, en utilisant pour mots d'ordres « *Contre le racisme, pour la solidarité et l'accueil de tous-tes les réfugié-es* ». Finalement ils ne maintiennent pas cette seconde manifestation sans pour autant appeler à rejoindre celle organisée par la campagne locale.

La Campagne Antiracisme et Solidarité se retrouve face à d'autres difficultés dues au développement d'arguments politiques d'ordre moral, très présents sur les réseaux sociaux, mais qui viennent clairement influencer les arguments développés dans le mouvement. On a vu la veille de la manifestation du 19 mars, un article publié dans un média militant toulousain où il nous a été reproché d'instrumentaliser des personnes racisées et d'appropriation des luttes. Ce texte est signé par le « *cortège de tête en non-mixité racisé-es du 19 mars 2022* »⁴.

Cet article vient invisibiliser totalement le travail effectué par des camarades racisé-es pour organiser les événements locaux, ainsi que les liens politiques de confiance créés avec des camarades sans-papiers, les personnes des pompes funèbres musulmanes... Les personnes ayant participé à la rédaction de cet article, ont choisi d'argumenter sur internet, plutôt que faire avancer le mouvement en proposant un

[L]e quartier [d'Empalot] n'étant pas un lieu habituel des parcours de manifestation, les habitant-es sortent de chez elles et eux, viennent aux fenêtres, applaudissent.

autre fonctionnement directement en réunion, ce qui a pu donner la sensation d'avoir constamment des bâtons dans les roues vis-à-vis de la dynamique lancée par la campagne localement.

Comme l'indique Fania Noël-Thomassaint dans son ouvrage, ces arguments d'ordre moral engendrent une culpabilité individuelle. Ils reprennent les codes du libéralisme en questionnant et jugeant le comportement des individus plutôt que de remettre en cause les enjeux systémiques eux-mêmes. Ils viennent diviser davantage nos luttes au bénéfice de nos ennemis politiques.

« *Le tour de force des discours se basant sur le ressenti et la souffrance individuel-les est de faire passer pour révolutionnaire et radical le "centrement sur la personne" (en opposition avec un système qui broie les individus). Alors qu'en réalité l'individualisation est une des pierres angulaires du néolibéralisme, destiné à détruire les collectivités qui sont un frein à la libre compétition entre les individus.* »⁵

Ces deux principales difficultés rencontrées ne sont pas du même ordre même si elles dénotent toutes les deux des désaccords politiques sur la manière de lutter au sein de notre classe.

La manifestation du 19 mars !

La manifestation du 19 mars débute donc comme prévu dans le quartier d'Empalot. Ce quartier n'étant pas un lieu habituel des parcours de manifestation, les habitant-es sortent de chez elles et eux, viennent aux fenêtres, applaudissent. Des personnes de la manif tractent même aux fenêtres. La marche se compose de plusieurs cortèges : cortège en non mixité, des familles de victimes de violences policières, Palestine Vaincra + AFA (un collectif antifasciste toulousain); AutonoMie et les jeunes des Tourelles; cortèges contre l'islamophobie; un cortège organisé par le Collectif populaire contre l'extrême droite, un Pink Block; quelques syndicats dont Solidaires, partis politiques et associations comme le RESF Montauban. En tout plus de 1000 personnes réunies contre les violences d'État.





La campagne antiraciste se termine ensuite à Toulouse avec une réunion de bilan collectif. Au total nous avons récolté 1 313 euros (un euro de trop), qu'il est collectivement décidé de redistribuer au collectif AutonoMIE et au collectif de la Roue. Les EGM, de leur côté, organisent aussi une réunion avec dans leur ordre du jour un point pour faire un bilan. Deux militantes de la campagne y sont présentes pour exprimer les points de désaccord politiques rencontrés tout au long de la campagne. Le représentant de la CGT soutient ces désaccords en argumentant le choix des mots d'ordres pour ne pas « porter défaut » au travail de la CGT police.

Quel bilan et quelles suites ?

Maintenant que cette campagne a pris fin, nous nous sommes questionné-es sur ce que nous pourrions modifier dans notre intervention locale : il nous semble important de favoriser davantage le lien politique avec les collectifs et associations de personnes racisées.

Cette campagne aurait pu être l'occasion d'une nouvelle tentative locale de créer un collectif de personnes sans-papiers. En effet, après l'acte 4 de la Marche des Solidarités, un collectif avait vu le jour mais n'a pas tenu sur le long terme. Nous nous questionnons sur les freins qui poussent à ce que l'auto-organisation de camarades sans-papiers ne se maintienne pas sur le temps long. Nous réfléchissons depuis, avec elles et eux aux moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

Aussi, lors d'un bilan interne à A2C Toulouse, nous avons constaté un manque de visibilité des discriminations vécues par les populations roms et tziganes. Ces populations sont souvent invisibilisées dans les luttes antiracistes. L'objectif pour une future campagne est de pouvoir faire le lien avec les collectifs luttant contre la romophobie et l'anti-tsiganisme.

Au niveau local, tous·tes les membres d'A2C Toulouse se sont investi·es dans la Campagne Antiracisme et Solidarité. Nous faisons tous·tes un retour plus que positif de la densité des événements qui ont permis de se rassembler tout au long de ces 3 mois. Nous avons ainsi apprécié de pouvoir remettre des objectifs politiques à plus ou moins court terme permettant des petites victoires au fil de l'eau : des discussions enrichissantes, de la bonne humeur, un nombre et une diversité de personnes

Nous faisons tous·tes un retour plus que positif de la densité des événements qui ont permis de se rassembler tout au long de ces 3 mois.

répondant aux initiatives proposées. Tout cela a donné un sens à la campagne.

Cependant les difficultés rencontrées d'ordre organisationnel ont demandé beaucoup d'énergie aux camarades les plus investi·es. Ces débats ont créé de la colère et des moments de découragement. Nous avons la perception qu'elles ont cassé les dynamiques entreprises et nous ont ralenti dans le mouvement. Elles nous ont demandé à plusieurs reprises des temps de pause afin de faire le point sur les situations et de se soutenir mutuellement. Ce qui nous a renforcé-es pour agir collectivement dans le mouvement.

Cette campagne a été pour certain·es d'entre nous une première expérience politique d'une telle envergure. Elle a été formatrice sur les logiques d'organisation : comment composer et faire du lien avec différents collectifs et organisations ? Et sur un plan plus pratique : comment organiser une manif ? Comment tracter ? Comment parler en public ? Comment organiser un banquet, une projection, des collages, des réunions, etc. ?

Par l'organisation de cette campagne, les collectifs participants ont pu gagner en confiance et force politique, et ont pu réaffirmer l'importance des arguments politiques à tenir en cette période.

Les liens créés ont permis d'ouvrir des discussions informelles aussi bien dans les sphères militantes autonomes que dans des organisations associatives et syndicales. Ces discussions continuent d'avoir lieu sous différentes formes à l'heure actuelle.

Ces liens ont aussi permis d'envisager des suites après le 19 mars, notamment avec le Collectif populaire contre l'extrême droite afin de créer des événements communs pour lutter contre le danger fasciste. Nous avons ouvert des espaces de discussion dans le but d'argumenter dans le mouvement sur ce danger, sur les différences entre Macron, un libéral autoritaire, et Le Pen, une fasciste (leader d'un parti historiquement nazi), pour répondre à l'analyse très présente dans la gauche aujourd'hui qui consiste à dire que les deux partis auraient les mêmes objectifs politiques.

Malgré toutes les difficultés que nous avons pu rencontrer lors de la construction de ces échéances et de la campagne nous avons eu plusieurs belles réussites tant sur le plan d'événements que d'arguments auprès de militant·es du mouvement qui vont nous permettre d'affronter la suite !

ANNELISE, AUDE ET DANIELA, TOULOUSE

1 – EGM : regroupement à Toulouse d'un grand nombre d'organisations, de syndicats et associations s'organisant sur la question migratoire.

2 – La Roue : collectif de personnes queers racisées étant confrontées au rejet professionnel français, iels ont décidé de créer ce collectif pour travailler lors d'événements. Iels cuisinent en partie avec des aliments de récup'.

3 – Pompe funèbre musulmane de Toulouse ayant été victime d'un acte islamophobe le 31 janvier 2022.

4 – Article du cortège de tête en non-mixité racisé-es du 19 mars 2022 » : <https://iaata.info/Retour-sur-la-campagne-antiracisme-et-solidarite-oul-appropriation-des-luttes-5197.html>

5 – Fania Noël-Thomassain, *Afro communautaire : appartenir à nous mêmes*, p. 45.



LA CAMPAGNE MONTREUILLOISE ANTIRACISME ET SOLIDARITÉ

«Il serait absurde de tirer à coups de revolver sur l'urne électorale. Mais il serait encore plus absurde de se défendre contre les bandes fascistes avec le bulletin de vote.»

Léon Trotsky, *Où va la France?*, 1935.

La gauche politique de Montreuil n'a pas utilisé des mêmes choix pendant la période électorale.

La majorité des forces de gauche s'est mobilisée pour faire de la campagne électorale un enjeu politique majeur en soutenant pas moins de six candidat-es différent-es. Nos forces ont ainsi été divisées sur des paris et des stratégies politiques différentes, basées sur nos croyances et nos histoires de luttes.

Les militant-es d'A2C Montreuil, convaincu-es du danger fasciste et de l'action par en bas contre le racisme, ont décidé d'argumenter auprès du Collectif des Sans-Papiers Montreuil (CSPM), des unions syndicales locales et auprès des activistes anticapitalistes de Montreuil Rebelle (MR), pour s'emparer et construire la Campagne Antiracisme et Solidarité (CMAS) localement.

Riches des précédentes expériences du collectif de soutien au CSPM pour la préparation de la Marche des sans-papiers et de l'acte 3 de la Marche des Solidarités (MDS), cette nouvelle organisation locale a débuté le 28 janvier 2022.

Quelle base pour agir ?

Les «5 de Montpellier» et Gollé Sylla

En décembre 2021, le CSPM peine à sortir d'une crise lancinante qui dure depuis près d'un an mais, malgré une multitude de divisions, un élément structurant n'a jamais été abîmé : la solidarité intrinsèque

Les luttes menées en solidarité avec les «5 de Montpellier» et Gollé Sylla ont permis au CSPM de retrouver confiance en ses forces d'action collective, en sa capacité d'organisation, et de gagner à nouveau une implantation parmi le mouvement social à Montreuil.

de ses militant-es. C'est ce principe qui a permis d'impulser deux campagnes déterminantes pour la suite de la CMAS.

Les luttes menées en solidarité avec les «5 de Montpellier» et Gollé Sylla ont permis au CSPM de retrouver confiance en ses forces d'action collective, en sa capacité d'organisation, et de gagner à nouveau une implantation parmi le mouvement social à Montreuil.

Le 28 janvier, un meeting en solidarité avec les «5 de Montpellier» fut organisé à la Parole Errante. C'est à cette occasion que les animatrices et animateurs de la Campagne nationale Antiracisme et Solidarité ont présenté la logique et l'agenda sur lesquels allaient s'articuler ce front unique. C'est à cette occasion que l'initiative de s'organiser localement pour mener les suites de la solidarité concrète avec les «5 de Montpellier» et construire le 19 mars a été défendue publiquement pour la première fois.



Lors du meeting à la Parole Errante



Collage pour le 3 avril.

4 000 affiches collées pour les manifestations du 19 mars et du 03 avril... Et puis après ?

La CMAS a donc été initiée par les activistes d'A2C Montreuil, des dirigeants du CSPM, des syndicalistes de l'UL Solidaires Montreuil, des militant-es de la CGT Montreuil, des militantes féministes associées à MR et à l'Assemblée féministe Montreuil, des militant-es de Montreuil Rebelle et du NPA Montreuil.

Ce cadre a permis de formidables dynamiques dans la préparation active du 19 mars à Montreuil. 2700 affiches ont été collées, 6 porte-à-porte dans les foyers de travailleurs migrants ont été réalisés. Nous avons même réussi 4 initiatives s'articulant autour de la manifestation parisienne contre le racisme et les violences policières.

Le 12 mars, le CSPM, la CMAS et des activistes de la lutte antiraciste comme Fatou N'Dieng ou Mama Doucouré ont déambulé de la Cour nationale du droit d'asile au foyer Rochebrune.

Le 17 mars, une projection en avant-première d'un film de fiction s'appuyant sur l'histoire du CSPM a réuni plus de 150 personnes à la salle des fêtes de la mairie de Montreuil. Cela a permis de toucher un public en partie peu impliqué dans les luttes antiracistes locales.

Le 19 mars, un rassemblement unitaire et un départ collectif de Montreuil en solidarité avec les « 5 de Montpellier », contre le racisme et les violences policières a permis de regrouper 150 personnes environ. Le CSPM a réussi à mobiliser 63 camarades. Aucune initiative n'avait regroupé autant de sans-papiers depuis l'acte 4 appelé par la Marche des Solidarités en décembre 2020.

Toutefois, pendant cette manifestation, des fachos proches de Civitas ont attaqué une prière commune entre chrétien-nes et musulman-es. Ce sont les dynamiques impulsées par la CMAS qui ont permis de tenter de réagir en préparant activement la manifestation contre l'extrême droite et ses idées le 3 avril.

Ainsi, entre la réunion unitaire du mardi 29 mars (regroupant trois fois plus de militant-es locaux qu'à l'habitude) et la manifestation du samedi 3 avril, plus de 1 000 affiches ont de nouveau été collées et 5 diffusions d'un tract à destination des lycéen-nes ont été réalisées. Enfin, des diffusions centrales lors de festivités publiques ont été assurées... et pourtant seulement 30 personnes ont répondu présentes au départ collectif le 3 avril à Croix-de-Chavaux.

À la vue d'une telle énergie militante, nous pouvons tirer un premier bilan d'étape le 3 avril au soir, à une semaine de l'élection présidentielle, il est peu

Le 19 mars, un rassemblement unitaire et un départ collectif de Montreuil en solidarité avec les « 5 de Montpellier », contre le racisme et les violences policières a permis de regrouper 150 personnes environ. Le CSPM a réussi à mobiliser 63 camarades. Aucune initiative n'avait regroupé autant de sans-papiers depuis l'acte 4 appelé par la Marche des Solidarités en décembre 2020.

évident de mobiliser massivement contre le racisme d'État et le péril fasciste.

Les 10, 16 et 21 avril : la force de la conviction et l'acharnement

Dans ses premiers temps, la CMAS était principalement animée par des militant-es d'A2C (avec ou sans-papiers) et par des syndicalistes locaux.

À partir du 10 avril, la propagande et l'agitation de masse ont permis de gagner de nouvelles forces à la CMAS. Ainsi, nous avons pu appeler, avec le NPA et l'Assemblée féministe, à un rassemblement le soir du premier tour de l'élection présidentielle.

Cette fois, 60-70 personnes ont répondu présentes. Fumigènes à la main, nous avons pu manifester jusqu'au métro Robespierre sans déclaration préalable avant de nous disperser.

Pour le 16 avril, la CMAS a tenté l'impossible : faire de l'agitation de masse en 48h pour mobiliser un maximum de personnes. L'appel de la Marche des Solidarités diffusé sur les réseaux sociaux à manifester contre le racisme et le fascisme a rapidement été perçu comme légitime. Ainsi, avec la jeunesse mobilisée et la gauche pas trop déboussolée. 250 à 300 personnes ont répondu présentes. Le CSPM, après de nombreuses discussions politiques en son sein sur la nature du fascisme et du racisme, a mobilisé 28 camarades.

De plus, dès le 19 avril, le plus gros des lycées de Montreuil sentait à nouveau l'odeur des piquets de grève et la jeunesse se révoltait contre le fascisme et le racisme.

Le 21 avril, le CSPM appelait sur ses propres bases, avec le soutien de la CMAS à manifester pour l'ouverture d'un guichet unique en préfecture, la régularisation de tou-t-es les sans-papiers, contre le fascisme et le racisme. 48 camarades se sont



Départ collectif du 16 avril.

Pour le 16 avril, la CMAS a tenté l'impossible : faire de l'agitation de masse en 48h pour mobiliser un maximum de personnes. [...] 250 à 300 personnes ont répondu présentes. Le CSPM, après de nombreuses discussions politiques en son sein sur la nature du fascisme et du racisme, a mobilisé 28 camarades.

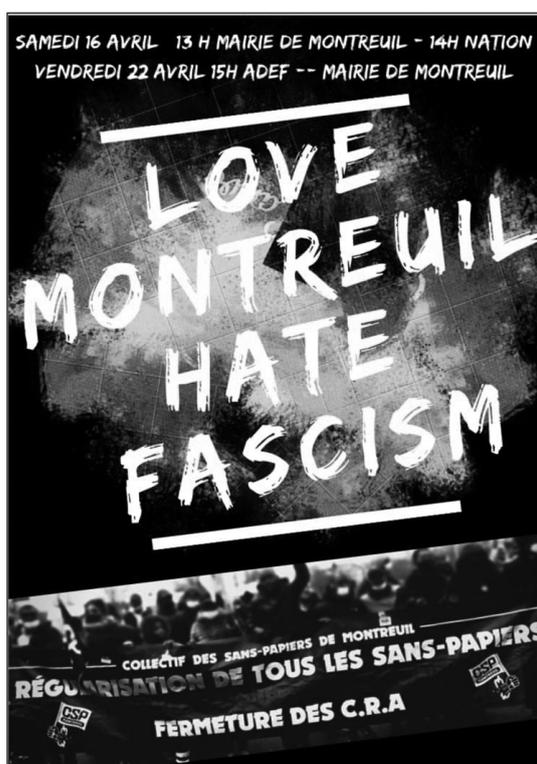
mobilisés en plein ramadan et en plein après-midi. La direction du CSPM et son noyau le plus militant ont organisé six porte-à-porte dans les foyers.

Quel est le point commun entre une mobilisation lycéenne et une manifestation de sans-papiers ?

Elles regroupent deux forces sociales qui n'ont pas le droit de vote. Ainsi, leur unité n'a pas été brisée face aux appels au vote peureux d'une gauche peu utile ces derniers mois. Leur spontanéité n'a pas été anéantie, malgré la misère théorique de l'analyse du fascisme créée dans les AG par certains groupuscules d'extrême gauche. Et leur autonomie a pu se construire malgré la répression et l'idéologie dominante.

Alors oui, il a fallu « s'acharner pour gagner des arguments pour le mouvement et dans le mouvement » (Vanina Giudicelli), ceci afin de regrouper quelques centaines de personnes seulement et redonner le sourire aux militant·es ouvriers les plus opprimé·es de notre ville.

Toutefois, la Campagne montreuilloise Antiracisme et Solidarité peut jouir d'une implantation de classe que peu de fronts uniques peuvent prétendre avoir rassemblée par l'action. Même si de nombreuses discussions collectives sont à mener aujourd'hui pour que cette organisation trouve et fonde sa propre identité militante locale et définisse son rythme d'actions. Car dans l'urgence, par l'accélération des enjeux, pendant la période électorale, nos capacités d'organisation collective ont aussi expérimenté les limites du rythme de notre acharnement dans la durée, lorsque l'on n'est pas assez nombreux·euses pour supporter sans encombre un tel calendrier.



Et peut-être parce que, sans situation révolutionnaire véritable, il demeure nécessaire d'intégrer les rythmes (longs face à l'urgence) des différentes organisations qui constituent une campagne ou une assemblée, pour gagner nos arguments ou acter nos désaccords, sans s'empêcher de construire ensemble nos luttes communes et sans briser nos confiances. Les acteurs et actrices de la CMAS retiennent aussi l'importance de clarifier, pour le collectif et pour nos propres organisations, le rôle et la place des diverses organisations qui constituent le mouvement, en donnent le rythme et y contribuent.

Pour l'après ? La CMAS s'organise dans la durée, réfléchit à s'autofinancer et continue d'organiser ses luttes contre le racisme et le fascisme. Nous avons notre devise « Love Montreuil, Hate Fascism! »

GAËL, MONTREUIL



LA PRISON TUE NOTRE CLASSE... TUONS LA PRISON!

La prison est un outil de domination capitaliste. En comprendre l'histoire, les mécanismes, et proposer des alternatives pour aller vers son abolition doit être présent dans la réflexion des militant-es pour l'émancipation. C'est à cette tâche que s'attache cet article et sa suite dans le prochain numéro des Cahiers de l'Autonomie de Classe.

« **T**ous les trois jours en moyenne, l'administration pénitentiaire signale une mort en prison. La plupart de ces morts sont présentées au grand public comme des suicides, mais ceux et celles qui connaissent la réalité carcérale pour l'avoir éprouvée dans leur chair parlent plus souvent de « refus de soin », de « mort suspecte » ou de « meurtre » que de suicide. »

Des questions importantes à se poser

Ce paragraphe est tiré du livre *La peine de mort n'a jamais été abolie : dits et écrits de prison choisis par L'Envolée*, publié par le journal *L'Envolée*¹. Les textes et témoignages, écrits par des personnes emprisonnées, donnent des exemples des traitements qui leur sont réservés en France. Sur la base des données obtenues par l'Observatoire International des prisons, la France enregistre le plus fort taux de suicides en prison parmi les pays européens : on compte 119 de ces morts en 2020. Ayant accès à cette information, il est difficile de ne pas s'interroger sur l'existence du problème qu'elle relève dans les prisons. Si ces morts sont réellement des suicides, telles qu'elles sont présentées, la question est : quelles conditions de vie conduisent une si grande quantité de personnes à mettre fin à leurs jours ? Sachant que ces personnes se retrouvent dans des espaces institutionnels, sous la protection de l'État, qui devrait théoriquement préserver leur intégrité physique et mentale afin qu'elles accomplissent leurs peines et, finalement, puissent revenir à la vie en société. Si ces morts

ne sont pas des suicides, mais le résultat de violences, telle que la privation d'accès aux soins, ou s'il s'agit d'assassinats, la question est encore plus grave. Sommes-nous bien informé-es sur ce qu'il se passe dans les prisons ? Y a-t-il transparence dans les estimations présentées par l'État ?

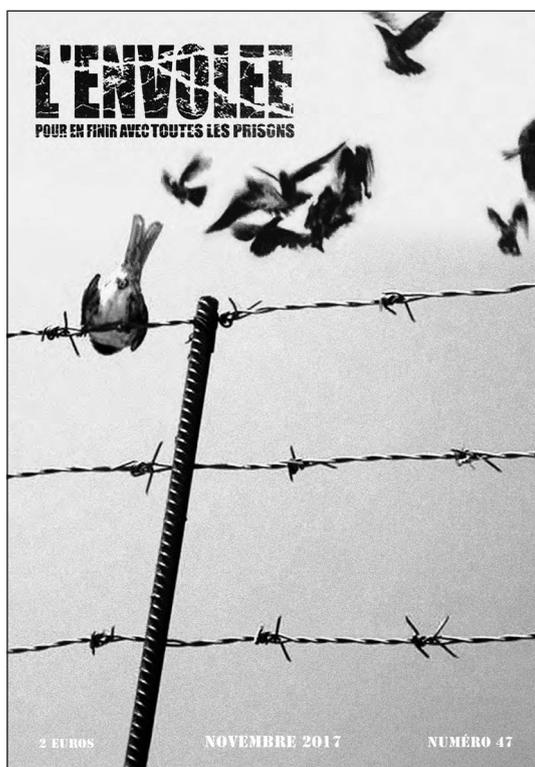
La punition, quelle que soit sa forme, dont la peine maximale en France est la prison à perpétuité (la peine de mort étant abolie officiellement depuis 1981), est présentée et offerte à la société comme l'unique manière de résoudre les conflits et responsabiliser les individus qui défient les lois. Le discours punitif, ou le recours à la punition et aux réprimandes, est fréquemment exprimé dans les chaînes médiatiques, les textes journalistiques, les conversations informelles, les disputes entre voisins, les relations professionnelles et les demandes de victimes de crimes, délits ou infractions. Y compris dans les mouvements de luttes sociales contre les oppressions, comme les mouvements féministes et pour les droits des personnes LGBTQI+, on constate une demande croissante de lois et de punitions de plus en plus dures contre les agissements impliquant des discours et des actes misogynes ou LGBTQIphobes. L'objectif serait de protéger les victimes de ces agressions, punir les auteurs de ces actes et permettre une diminution de ce type de crimes. Mais cet objectif est-il atteint ? Existe-t-il, par delà la perspective de réprimande, un véritable travail de réparation et d'accompagnement des victimes ? Quelles sont les personnes rendues responsables de ces crimes ? La punition est-elle démocratique, fonctionnant équitablement sur toutes les classes

sociales ? La classe ouvrière a-t-elle intérêt à ce qu'il y ait plus de lois punitives ? En relation aux crimes et délits environnementaux commis par les multinationales, il y a des demandes de peine qui, dans les pires des cas, sont appliquées sous forme d'avertissements et amendes aux valeurs dérisoires pour la dimension et le poids de ces entreprises. Ces genres de crimes se soldent rarement par des emprisonnements, alors que leurs conséquences pour l'humanité sont inestimables et dureront des années, voire même des siècles. Toutes ces questions nous invitent à entrer dans l'une des institutions les plus invisibilisées de la société.

Qui va en prison ?

Les données de l'Observatoire international des prisons pour la France, montrent qu'une grande part des personnes incarcérées sont issues de milieux défavorisés qui vivent en situation de grande précarité. L'incarcération étant ainsi le résultat d'un long processus de marginalisation, par lequel ces personnes se sont éloignées des systèmes sociaux. On retient les données suivantes : 96,4 % des prisonniers sont des hommes, plus de la moitié d'entre eux ont moins de 33 ans et plus d'un cinquième à moins de 25 ans. 10,7 % sont emprisonnés pour viol ou agression sexuelle, 15,6 % pour autres formes de violences, 20,9 % pour vol, et 18,2 % pour infraction aux lois interdisant les stupéfiants. Par delà ces données, on constate fréquemment les facteurs suivants : une faible scolarisation, un accès au travail très limité, un taux important de consommation d'alcool et de substances considérées comme illicites, et dans 8 cas sur 10, on constate la présence de troubles psychiatriques. Malheureusement, en France, contrairement aux États-Unis ou au Brésil, il n'existe aucune donnée ethnique officielle, mais l'Observatoire démontre que les personnes sans domicile fixe et/ou nées à l'étranger sont plus largement incarcérées. Une personne sans domicile fixe a cinq fois plus de risque de se retrouver en détention provisoire et huit fois plus d'être condamnée à de la prison ferme. Dans des pays comme le Brésil ou les États-Unis, où la possibilité d'établir des statistiques ethniques existe, le caractère raciste de l'incarcération est plus évident, car les données démontrent que les personnes noires ou racisées sont surreprésentées dans les prisons.

Au sens commun, la justification de l'existence de la prison dans la société serait qu'elle sert à punir, pour une durée déterminée, les personnes ayant commis des crimes et, de ce fait, permettrait de combattre la criminalité. Ces dernières sont privées de leur liberté pour accomplir leurs peines, elles-mêmes déterminées par le degré de gravité du crime, avec l'objectif de les réhabiliter, pour retourner ensuite à la vie publique. Mais est-ce ce qui se produit réellement ? Selon l'Association de politique criminelle appliquées et de réinsertion sociale, à partir de l'an 2000, les taux de récidive et réitération² ont régulièrement augmenté chaque année, sans connaître aucun recul. Ces études ont démontré l'inefficacité de l'incarcération à interrompre le parcours criminel des individus. Les données collectées, essentiellement par les pays capitalistes, font état d'une augmentation considérable du nombre de prisons et du nombre de



[L]a justification de l'existence de la prison dans la société serait qu'elle sert à punir, pour une durée déterminée, les personnes ayant commis des crimes et, de ce fait, permettrait de combattre la criminalité. [...] Mais est-ce ce qui se produit réellement ?

personnes incarcérées. Au Brésil et aux États-Unis, on parle clairement d'incarcération de masse de la population. Cette désignation a été premièrement utilisée pour signifier la multiplication par cinq des personnes détenues aux États-Unis entre le début des années 1980 et l'année 2010 et, plus généralement, la proportion significative de la population étatsunienne (325 millions de personnes) qui sont emprisonnées (2,3 millions) ou en probation (plus de 3,5 millions), ou en liberté conditionnelle (près de 900 000).

Surveiller et punir, dresser et s'enrichir

Une des plus grandes chercheuses étatsunienne qui travaille sur ce thème et milite pour la disparition du système carcéral est Angela Davis, elle-même a été condamnée à la peine de mort en 1970 pour raisons politiques. Dans son livre *La prison est-elle obsolète ?*³, Davis explique : « En réalité, l'incarcération de masse telle qu'on a commencé à la pratiquer à cette époque n'a eu que peu (ou pas) d'effets sur les chiffres officiels de la criminalité. L'accroissement de la population carcérale ne produisait pas des rues plus sûres, juste un nombre encore croissant de prisonniers. Et à mesure que le système pénitentiaire prenait de l'ampleur, les entreprises de construction ainsi que les fournisseurs de biens et de services aux prisons voyaient leurs chiffres d'affaires s'envoler. »



Si la prison ne remplit pas ses fonctions prétendues, c'est-à-dire de réhabiliter les personnes qui ont commis des crimes et faire diminuer la criminalité dans la société, à quoi sert-elle alors ? Pour mieux comprendre quelle est la fonction de la prison, il est nécessaire de revenir sur les raisons historiques de sa naissance.

Sur ce thème, l'une des œuvres les plus reconnues est *Surveiller et punir* de Michel Foucault, qui se concentre sur le concept de pouvoir disciplinaire et s'intéresse aux diverses technologies punitives au moment du passage de l'État absolutiste, marqué par la concentration du pouvoir monarchique, à la phase du système capitaliste marqué par l'ascension de la bourgeoisie comme classe dominante, la séparation des pouvoirs et l'établissement des droits civiques des individus.

« Le pouvoir disciplinaire est un pouvoir qui, au lieu de soutirer et de prélever, a pour fonction majeure de "dresser" ; ou sans doute, de dresser pour mieux prélever et soutirer davantage. Il n'enchaîne pas les forces pour les réduire ; il cherche à les lier de manière, tout ensemble, à les multiplier et à les utiliser. Au lieu de plier uniformément et par masse tout ce qui lui est soumis, il sépare, analyse, différencie, pousse ses procédés de décomposition jusqu'aux singularités nécessaires et suffisantes. [...] La discipline "fabrique" des individus ; elle est la technique spécifique d'un pouvoir qui se donne les individus à la fois pour objets et pour instruments de son exercice. Ce n'est pas un pouvoir triomphant qui à partir de son propre excès peut se fier à sa surpuissance ; c'est un pouvoir modeste, soupçonneux, qui fonctionne sur le mode d'une économie calculée, mais permanente. »⁴

D'où vient cette idée d'enfermer les gens ?

Durant des siècles, jusqu'à la fin du 18^e, les peines étaient exécutées à travers des supplices, dans lesquels le corps du condamné était la cible principale

C'est la fonction principale de la naissance des prisons : un instrument de dressage et de contrôle de la classe ouvrière.

de la répression pénale. Divers châtiments étaient infligés, communément exécutés en place publique. L'échelle de souffrance était déterminée selon la gravité du crime, mise en scène publiquement tel un spectacle de divertissement, mais qui envoyait aux spectateur·rices un message clair sur ce qui les attendait s'ils étaient condamnés pour le même crime. L'objectif visait à discipliner par la terreur. Violence, sadisme et instauration de la peur sont les idées centrales de ce modèle punitif. Souvent, les supplices servaient aussi à obtenir des confessions. Les criminels étaient perçus comme des ennemis du roi et de son pouvoir absolu.

Mais Foucault décrit aussi que ce genre de spectacle de l'horreur généraient parfois l'effet contraire, provoquant de l'empathie pour le/la condamné·e sur scène et de la haine contre les bourreaux et le pouvoir politique dans son ensemble. Il nous montre comment, en l'espace d'un siècle, entre 1750 et 1830, il y a eu un changement considérable des techniques punitives et une reconfiguration structurelle dans la manière de punir. On est passé des supplices et de la torture exécutés en public, à des exécutions plus rapides et efficaces qui font usage d'instruments comme la guillotine. L'aspect spectaculaire des exécutions est partiellement abandonné, même si elles ont continué d'avoir lieu en public. Contrairement aux apparences, il ne s'agissait ni d'humaniser les sentences ni de punir moins, mais plutôt de chercher à perfectionner les punitions avec des techniques nouvelles pour mieux punir.

Les critiques des méthodes punitives exercées physiquement par les supplices, est le résultat de la pensée des Lumières en pleine ascension dans les sociétés européennes. Divers intellectuels de

ce mouvement ont proposé des changements et des réformes pénales. Selon les réformistes, l'objectif d'une peine ne doit pas être la souffrance et l'annihilation du corps, mais sa correction et, plus généralement, le développement d'un travail de prévention du crime. La naissance de la prison représente donc un changement des établissements punitifs en occident, dans lesquels l'objectif devient la transformation de la subjectivité du condamné, ou de son comportement. Ce qui sera discipliné ne sera pas tant le corps, que les aspects psychologique, émotionnel et même l'âme du sujet.

Michel Foucault n'était pas un penseur marxiste, pour autant son travail ne se focalise pas seulement sur l'aspect répressif du pouvoir punitif, il s'intéresse aussi à son aspect productif. Le système pénal apparaît comme un dispositif politique, relié aux réalités économique et sociale et aux rapports de forces présents dans les modes de production capitalistes. La prison apparaît comme une manière de gérer l'armée de réserve de travailleur·euses (concept développé par Marx). Le pouvoir punitif oscille entre des applications du droit pénal en exécutions, mutilations et incarcérations, et des discours plus libéraux sur les peines, selon qu'il y a abondance ou manque de main-d'œuvre. Ces mouvements s'opèrent du 15^e au 19^e siècles, jusqu'à ce que la révolution industrielle fasse de la prison la principale peine, en lien total avec l'apparition des usines. Les travailleur·euses qui ne se trouvaient pas exploité·es sans limites dans les usines, se retrouvaient à exécuter des peines de travaux forcés, lucratifs et fonctionnels à l'ordre capitaliste industriel.

C'est dans ce contexte que les maisons de labour anglaises ont été créées, prédécesseurs des prisons telles que nous les connaissons aujourd'hui. Endroits dans lesquels les paysan·nes expulsé·es de leur terres, obligé·es de migrer en ville pour vendre leur force de travail, se retrouvaient enfermés et passaient par une sorte d'entraînement forcé pour s'adapter au mode de production capitaliste. Avec ces arrivées en masse dans les villes, les élites capitalistes s'inquiétaient de la présence de mendiant·es, voleurs, mais surtout du refus de certain·es de se soumettre aux conditions de travail imposées. C'est la fonction principale de la naissance des prisons : un instrument de dressage et de contrôle de la classe ouvrière.

Selon Foucault la punition est, principalement, une relation de domination et de force, et non de justice : « *De sorte qu'il faudrait parler d'un ensemble dont les trois termes (police-prison-délinquance) prennent appui les uns sur les autres et forment un circuit qui n'est jamais interrompu. La surveillance policière fournit à la prison les infracteurs que celle-ci transforme en délinquants, cibles et auxiliaires des contrôles policiers qui renvoient régulièrement certains d'entre eux à la prison. Il n'y a pas une justice pénale destinée à poursuivre toutes les pratiques illégales et qui, pour ce faire, utiliserait la police comme auxiliaire, et comme instrument punitif la prison, quitte à laisser dans le sillage de son action le résidu inassimilable de la "délinquance". Il faut voir dans cette justice un instrument pour le contrôle différentiel des illégalismes. Par rapport à lui, la justice criminelle joue le rôle de caution légale et de principe de transmission. Elle est un*

L'industrie du contrôle de la criminalité va développer une nouvelle économie, en créant et nourrissant des peurs, elle déploie des structures au nom d'une supposée protection, des caméras, des systèmes de surveillance et influence l'architecture urbaine.

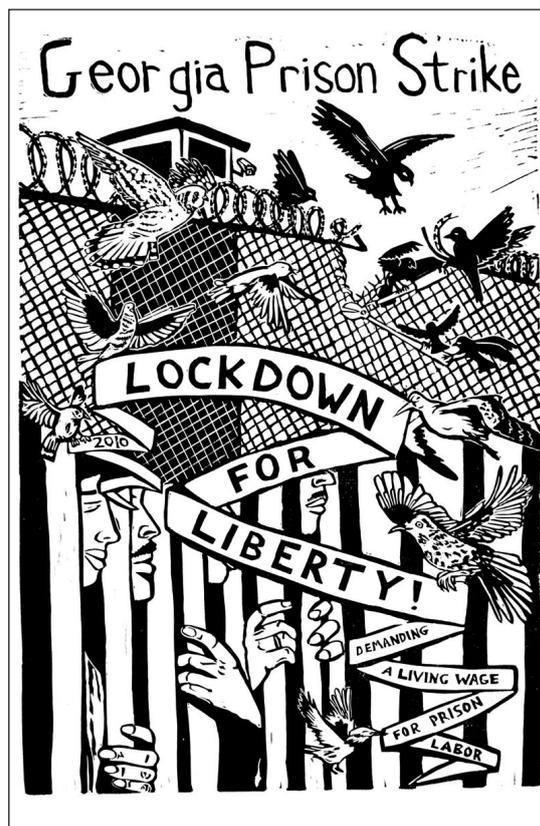
relais dans une économie générale des illégalismes, dont les autres pièces sont (non pas au-dessous d'elle, mais à côté d'elle) la police, la prison, la délinquance. »⁵

Le système capitaliste repose sur la domination du corps et du temps des individus. Pour que cette domination existe, les conflits sont nécessaires et, dans ce contexte, Foucault parle des « relations de pouvoir », mais dans une interprétation marxiste de ce contexte historique, on pourrait parler de lutte de classes. De nombreuses formes de contrôle social et d'assujettissement ont été développées sur ce processus, comme l'école et ses méthodes d'éducation, en passant par l'armée, les hôpitaux psychiatriques, les usines et les prisons.

La prison est devenue, au travers de réécritures des codes pénaux et de création de nouvelles lois, la principale manière de pénaliser ceux qui enfreignent ces lois. Elle offre, pour unique variable aux peines, le temps de la condamnation à accomplir. La punition influe sur le temps durant lequel le/la prisonnier·e reste incarcéré·e. On contrôle le nombre d'années, de mois et de jours où quelqu'un·e verra sa liberté restreinte et sera sous le contrôle de l'État. On ne punit plus par l'intermédiaire du corps, mais sur le temps de la vie, même si ce temps de vie enfermé aura en effet un impact sur le corps.

Au long du 20^e siècle, la prison ne sera plus rentabilisée avec le travail des prisonnier·es, mais par sa gestion privatisée, instituée par les discours de lutte contre la criminalité et le contrôle policier exercé dans les quartiers populaires. L'industrie du contrôle de la criminalité va développer une nouvelle économie, en créant et nourrissant des peurs, elle déploie des structures au nom d'une supposée protection, des caméras, des systèmes de surveillance et influence l'architecture urbaine. Les services de sécurité privée vont absorber la main-d'œuvre non qualifiée, là où elle était avant utilisée par la construction civile. Le système de surveillance, de contrôle et les prisons deviennent une excellente affaire. À partir de cette nouvelle réalité, naît le concept de complexe carcéro-industriel⁶. En étant en phase avec le développement de « l'industrie punitive », après la guerre froide, quand le marché militaire industriel a eu besoin de se réorienter. Ce concept nous permet de comprendre l'expansion du système carcéral et la privatisation des services fournis aux prisons et au système pénal.

« *Le fait que de nombreuses entreprises présentes sur le marché mondial, écrit Angela Davis, s'appuient aujourd'hui sur la prison en tant que source non négligeable de profits explique la rapidité avec laquelle ces prisons se sont mises à proliférer alors que les études officielles montraient un taux de criminalité en baisse. La notion de complexe carcéro-industriel souligne également le fait que la*



racialisation de la population carcérale – et cela ne concerne pas seulement les États-Unis, mais aussi l'Europe, l'Amérique du Sud et l'Australie – n'est pas une caractéristique anodine »⁷.

La prison, un outil de domination capitaliste à détruire :

Si on revient aux chiffres de la prison en France et dans d'autres pays capitalistes, on peut conclure que le fait qu'il y ait une surreprésentation des personnes pauvres dans les prisons, issues de quartiers populaires et de l'immigration, n'est pas un hasard. C'est le résultat d'un projet de criminalisation de celles et ceux qui ne s'insèrent pas dans l'ordre capitaliste hégémonique, c'est-à-dire, vendre sa force de travail au capital, consommer, et surtout ne pas questionner le système. On peut observer au long de l'histoire le sort réservé aux militants et militantes politiques quand leur engagement et mode d'action représentaient une menace pour les intérêts de la bourgeoisie. Marx avait déjà dénoncé la question de la criminalisation des pauvres dans son texte « *Débats sur la loi relative au vol de bois* », où il parle de la question de la criminalisation du ramassage de bois par des paysans et paysannes de l'époque (19^e siècle). Ce texte a été repris par Daniel Bensaïd dans *Les dépossédés : Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, où il écrit : « *Le dilemme vient précisément du fait que l'intégration du bois au circuit de mise en valeur marchande rend sa valeur d'usage et sa valeur d'échange indissociables. L'enjeu de la nouvelle législation est bien de faire valoir le droit de propriété, en distinguant rigoureusement les titres de propriété des titres de nécessité, une économie d'échange d'une économie de subsistance. L'évolution du dispositif de sanctions pénales institutionnalise en*

Il ne sera jamais possible d'utiliser [la prison] contre la bourgeoisie car [elle] fait partie de leur paradigme de domination.

conséquence de nouvelles formes de délinquance et de criminalité sociale. »⁸

Maintenant que les origines et l'objectif derrière la création de la prison et du système pénal et carcéral sont mieux connus, il est important de réaliser que cet outil de domination a été créé par la bourgeoisie contre la classe ouvrière pour exercer de l'oppression et du contrôle sur cette classe. Il ne sera jamais possible de l'utiliser contre la bourgeoisie car il fait partie de leur paradigme de domination. Comme dit Audre Lorde : « *Les outils du maître ne détruiront pas la maison du maître* ». Les demandes pour plus de répression et d'emprisonnements servent seulement à la validation des violences contre les membres de la classe laborieuse, et très rarement à la condamnation des membres de la bourgeoisie. Ce sont des personnes qui ont un accès privilégié à tout l'appareil judiciaire, dès le fait qu'ils vont très rarement faire l'objet de contrôle policier, en passant par l'accès aux meilleurs avocats, jusqu'à la condescendance des juges, qui sont eux-mêmes, très souvent issus de la classe bourgeoise. Insister sur cette logique de punition et répression comme manière de régler les conflits existants dans la société, sert seulement à valider les structures d'oppression et de violence du système capitaliste. Notre classe a tout intérêt à la réflexion sur d'autres manières de résoudre les situations problématiques de la vie en société. Les propositions qui sont déjà mises en place dans certains endroits et les recherches qui sont faites dans ce sens vont être l'objet de la suite de cet article.

DANIELA, TOULOUSE
TRADUIT DU PORTUGAIS BRÉSILIEN PAR SONIA, MONTREUIL

1 – *L'Envolée* (radio et journal) se veut, depuis 2001, le porte-voix des prisonniers et prisonnières qui luttent contre le sort qui leur est fait.

2 – La récidive et la réitération constituent deux notions voisines, visant des situations dans lesquelles une première infraction a donné lieu à une condamnation définitive et une seconde est commise. La réitération n'intervient que lorsque la personne « *commet une nouvelle infraction qui ne répond pas aux conditions de la récidive légale* » (C. pén., art. 132-16-7). Ainsi, la récidive, suppose une nouvelle infraction d'un certain type et commise dans un délai déterminé par le Code pénal. La récidive n'existe que lorsqu'elle est prévue par un texte, sous forme de « *cas de récidive* » énumérés aux articles 132-8 à 132-11 du Code pénal. Par exemple en matière délictuelle, la répétition de délits ne constitue une récidive que s'il s'agit de délits de nature identique ou assimilée ayant été commis dans un délai de cinq ans (C. pén., art. 132-10).

3 – Angela Davis, *La prison est-elle obsolète ?* éd. Au diable vauvert, 2014.

4 – Michel Foucault, *Surveiller et Punir*, III Discipline, II. Les moyens du bon dressement, 1975.

5 – Michel Foucault, *Surveiller et Punir*, IV Prison, II. Illégalismes et délinquance, 1975.

6 – Ce terme a été inventé par des militant·es et des universitaires aux États-Unis qui réfutaient la croyance répandue que l'inflation de la population carcérale s'expliquerait par l'augmentation du taux de criminalité. Ils ont affirmé, que c'était bien la construction de nouvelles prisons et le besoin de les remplir, reposant sur des idéologies, des lois classistes et racistes ainsi que la quête du profit, qui sont la cause de la surpopulation des prisons.

7 – Angela Davis, *op. cit.*

8 – Daniel Bensaïd, *Les dépossédés : Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, éd. La fabrique, 2007.



L'IMPÉRIALISME ET LA GUERRE EN UKRAINE

Les médias dominants présentent la guerre en Ukraine comme un combat entre la « démocratie », représentée par l'Ukraine et ses soutiens occidentaux et l'« autoritarisme » sous la forme du régime de Vladimir Poutine. Mais cela est bien trop simpliste. Ainsi le plus fervent soutien de l'Ukraine est le gouvernement d'extrême droite en Pologne visé par une enquête de l'Union européenne pour ses tendances autoritaires. Alors est-ce qu'il existe un meilleur cadre théorique pour comprendre le conflit ? Une ressource est celle de l'idée d'impérialisme. Après tout Poutine semble vouloir restaurer le vieil empire tsariste qui avait été détruit par la révolution russe d'Octobre 1917.

Mais il est important d'être clairs sur ce que nous entendons par impérialisme. Une approche large est que c'est un phénomène traversant les époques historiques, la manière dont des États puissants dominent, conquièrent et exploitent des sociétés voisines.

Cela a été un aspect des sociétés de classe pendant des milliers d'années remontant aux empires perses, chinois et romains.

La Russie agit clairement aujourd'hui comme un pouvoir impérialiste en ce sens, cherchant à soumettre l'État ukrainien et à dépecer son territoire. Mais cela suffit-il pour comprendre le conflit ?

Le marxiste libanais Gilbert Achcar¹ le pense. Il a défendu ce qu'il nomme une « *position anti-impérialiste radicale* » qui se centre exclusivement sur le combat entre la Russie et l'Ukraine.

« Une prise de contrôle russe de l'Ukraine encouragerait les États-Unis à revenir à la voie de la conquête du monde par la force dans un contexte d'exacerbation de la nouvelle partition coloniale du monde et d'aggravation des antagonismes globaux, tandis qu'un échec russe – s'ajoutant aux échecs US en Irak et en Afghanistan – renforcerait ce que l'on appelle à Washington le "syndrome du Vietnam". »

De plus il me semble assez évident qu'une victoire russe renforcerait considérablement le bellicisme et la pression vers l'augmentation des dépenses militaires dans les pays de l'Otan, qui ont déjà grimpé en flèche, alors qu'une défaite russe offrirait de bien meilleures conditions pour notre

Une approche large de l'impérialisme est que c'est un phénomène traversant toutes les périodes historiques

combat en faveur d'un désarmement général et de la dissolution de l'Otan. »

Ce serait bien sûr positif si le peuple ukrainien réussissait à repousser les envahisseurs russes. Mais il y a un petit problème dans l'argument d'Achcar selon lequel cela affaiblirait les États-Unis et l'Otan. Ceux-ci soutiennent fortement les Ukrainien-nes, les inondant d'armes tout en gonflant leurs propres budgets militaires.

Si, grâce à ces efforts et au courage des combattant-es ukrainien-nes, la Russie était battue, est-ce que les États-Unis et leurs alliés réagiraient en désarmant et en dissolvant l'Otan ? Bien sûr que non. Ils célébreraient cette issue comme leur victoire et élargiraient l'Otan. Les États-Unis se sentiraient encouragés dans leur concurrence globale avec le pays qui représente le véritable défi à leur hégémonie, la Chine.

Une théorie plus précise de l'impérialisme

Ce qui manque dans l'approche d'Achcar comme dans celle d'autres à gauche qui esquivent la question de l'Otan, c'est l'analyse historiquement plus précise de l'impérialisme qu'offre le marxisme.

Cette théorie émerge d'abord dans *Le Capital* de Marx dans les années 1860. Mais elle sera

développée plus systématiquement au début du 20^e siècle au moment de la Première Guerre mondiale.

Les marxistes étaient confronté-es à une réalité proche de la nôtre. L'économiste radical libéral Hobson écrivait : « *La nouveauté de l'impérialisme récent (...) tient principalement à son adoption par plusieurs nations. La notion de plusieurs empires se concurrençant est essentiellement moderne.* »

Cette concurrence géopolitique s'exprimait par des conflits de territoires – les colonies et semi-colonies que les plus grands États cherchaient à dominer – et une course à l'armement. La théorie marxiste de l'impérialisme fut développée pour expliquer ces rivalités qui aboutirent aux deux guerres mondiales de 1914-1918 et 1939-1945 plongeant le monde dans le sang.

C'était une théorie de l'impérialisme capitaliste. Le révolutionnaire russe Vladimir Lénine appelait l'impérialisme le plus haut stade du capitalisme. Sa camarade germano-polonaise Rosa Luxemburg écrivait : « *L'essence de l'impérialisme consiste précisément dans l'expansion du capital des vieux pays capitalistes vers de nouvelles régions et dans la bataille économique et politique qu'ils se livrent pour ces nouvelles zones.* »

Pour le dire d'une autre manière, l'impérialisme capitaliste représente l'articulation entre concurrence économique et géopolitique. La compétition économique est la force motrice du capitalisme – des entreprises rivales luttent les unes contre les autres, investissant pour améliorer et étendre la production afin de s'emparer d'une part plus grande du marché.

À la fin du 19^e siècle le combat géopolitique entre États s'intégra dans la logique capitaliste de l'accumulation du capital.

Cela reflétait des modifications à la fois dans la guerre et dans le capitalisme. La guerre fut industrialisée, le pouvoir militaire se mettant à dépendre de la production de masse pour armer, entretenir et déplacer d'énormes armées. Les États devaient dès lors promouvoir le capitalisme industriel.

En même temps les entreprises capitalistes augmentaient en taille et commençaient à fonctionner à l'échelle globale. Elles dépendaient du soutien de l'État contre leurs rivales. Pendant la crise de la fin du 19^e siècle prendre le contrôle de colonies compensait une rentabilité en baisse.

Ainsi l'impérialisme capitaliste ce n'est pas seulement de gros États dominant et conquérant de plus petits même s'il y a beaucoup de ça. C'est un système global de compétition inter-capitaliste. Tout comme avant la Première Guerre mondiale, l'impérialisme contemporain consiste en une concurrence géopolitique sur fond d'intégration économique mondiale.

Le pouvoir des États belligérants dépend de leur position dans l'économie capitaliste mondiale. Les États-Unis dominent la finance et le numérique, la Chine a un vaste complexe manufacturier et la Russie s'appuie sur l'exportation d'énergie. Aujourd'hui on peut identifier peut-être six puissances impérialistes dominantes, les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

L'antagonisme le plus important est celui entre les États-Unis et la Chine dont les dirigeants visent à remplacer l'hégémonie de Washington



L'impérialisme contemporain consiste en une concurrence géopolitique sur fond d'intégration économique mondiale.

à commencer par la région indo-pacifique. Mais l'impérialisme russe, manoeuvrant pour retrouver sa puissance crée un conflit à trois bandes.

Les grandes puissances européennes sont tiraillées entre différentes directions. Elles dépendent de l'énergie russe et sont attirées par l'énorme marché chinois mais, comme en ce moment, s'alignent finalement sur les États-Unis.

Pas un conflit inter-impérialiste ?

Cette compréhension de l'impérialisme capitaliste qui implique un système de rivalités entre États est totalement absente de l'analyse d'Achcar.

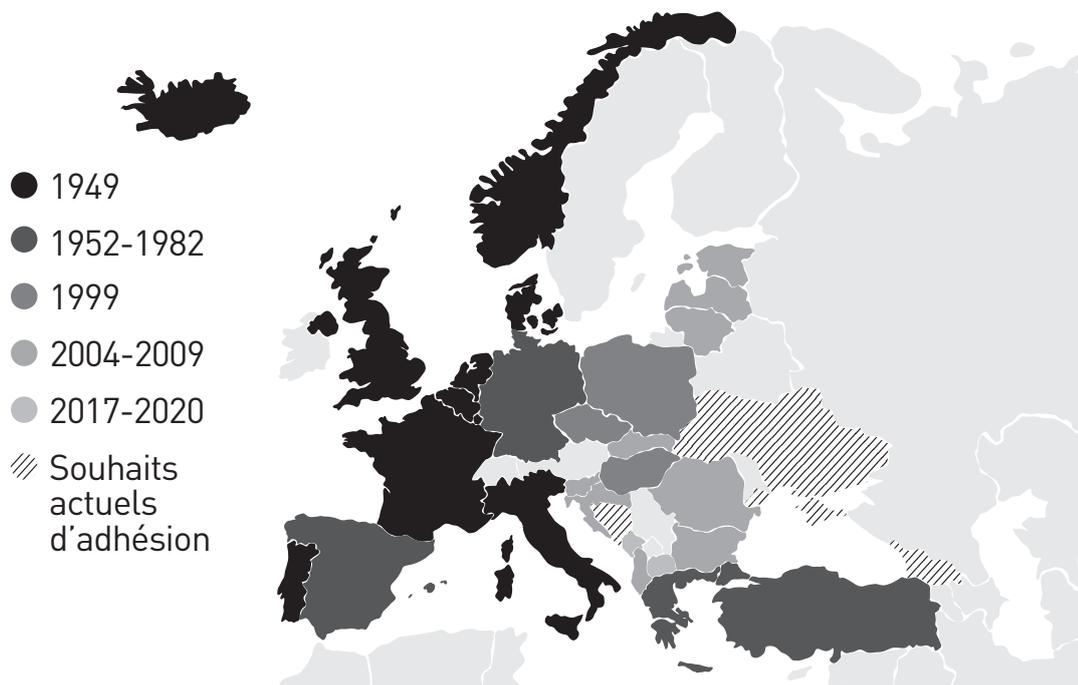
Il refuse l'idée que la guerre en Ukraine implique un conflit entre puissances impérialistes. « *Si toutes les guerres où chaque camp est soutenu par des impérialismes rivaux devaient être caractérisées comme des guerres inter-impérialistes alors toutes les guerres de notre temps seraient inter-impérialistes puisqu'il suffit qu'un des impérialismes rivaux soutiennent un camp pour que l'autre soutienne le camp opposé.*

Une guerre inter-impérialiste ce n'est pas ça. C'est une guerre directe, et pas par procuration, entre deux puissances, chacune tentant d'envahir le domaine territorial et (néo)colonial de l'autre.

C'est une définition trop étroite. Les États-Unis ont mené une guerre par procuration contre l'Union soviétique quand cette dernière a essayé de s'emparer de l'Afghanistan fin 1979. Aux côtés d'alliés comme l'Angleterre, l'Arabie saoudite et le Pakistan ils ont armé et entraîné les moudjahidines qui résistèrent à l'occupation soviétique. Le conflit a contribué à drainer les ressources et le moral soviétiques dans la dernière décennie de la guerre froide. Bien entendu les moudjahidines avaient leur propres objectifs politiques. Cela devint clair lorsque les forces soviétiques se retirèrent en 1989 culminant avec le soutien des Talibans pour Al-Qaïda et leur résistance à l'occupation US après les attaques du 11 septembre à New York et Washington.

LA POUSSÉE VERS L'EST DE L'OTAN

Pays européens selon l'année d'adhésion à l'Otan



Les deux autres membres de l'Otan non inclus sur cette carte sont les États-Unis et le Canada.
Source : Otan

Mais les États-Unis ont joué un rôle décisif dans un épisode final important de la guerre froide.

Il y a bien sûr des différences énormes entre l'Ukraine aujourd'hui et l'Afghanistan dans les années 1980.

Mais la similitude importante est que les puissances impérialistes occidentales instrumentalisent la lutte nationale ukrainienne contre l'impérialisme russe pour leurs propres intérêts.

Les conflits inter-impérialistes et les guerres de défense nationale sont souvent imbriqués. La Première Guerre mondiale débuta quand l'empire austro-hongrois attaqua la Serbie qu'il accusait de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. La Russie soutint ensuite la Serbie conduisant à une escalade de mobilisations militaires qui finit en une terrible guerre générale.

Le marxiste allemande Karl Kautsky défendit que le rôle joué par la lutte serbe pour l'auto-détermination nationale signifiait que le conflit n'était pas simplement une guerre impérialiste. Lénine répondit, « *Pour la Serbie, c'est-à-dire pour peut-être un pour cent des participants à la guerre actuelle, la guerre est une "continuation de la politique" du mouvement bourgeois de libération. Pour les autres 99 pour cent, la guerre est la continuation de la politique de l'impérialisme.* »

Bien sûr l'équilibre est différent dans le cas présent puisque l'affrontement direct implique uniquement l'Ukraine et la Russie. Cependant les efforts des puissances de l'Otan pour rester en dehors des combats – surtout pour éviter une confrontation nucléaire – n'empêche pas qu'elles

Les puissances impérialistes occidentales instrumentalisent la lutte nationale ukrainienne contre l'impérialisme russe pour leurs propres intérêts.

font tout leur possible pour infliger une défaite à la Russie. Cela aussi est « une continuation de la politique de l'impérialisme ».

La théorie marxiste de l'impérialisme est importante politiquement. Sans elle nous nous retrouvons seulement dans un combat entre deux États rivaux. Mais une fois qu'on voit le rôle de l'impérialisme on peut identifier l'influence de l'antagonisme de classe. On peut tirer le fil des intérêts de classe qui ne relie pas seulement les conscrits russes mourant dans la guerre de Poutine et leurs familles accablées économiquement par les conséquences des sanctions occidentales.

Ce fil relie aussi les travailleurs et travailleuses dans le monde entier, frappés-es, via la guerre, par l'inflation des prix de la nourriture et de l'énergie et menacés-es par la destruction nucléaire. Il les unit contre les classes dirigeantes rivales occupées à alimenter cette terrible guerre.

ALEX CALLINICOS

1 – Gilbert Achcar est un théoricien influent dans la gauche radicale internationale au travers de ses écrits sur l'impérialisme et le Moyen-Orient, notamment en France où il a longtemps vécu. Il a été un soutien important dans la construction d'un mouvement de lutte contre la guerre en Afghanistan et en Irak entre 2001 et 2004.



FACE À L'HORREUR, QU'EST-CE QU'IL FAUT FAIRE ? ET QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE, NOUS ?

La première des choses, et la plus essentielle, est de chercher à comprendre la nature de cette guerre et le cadre général d'une rivalité inter-impérialiste, entre la Russie et les pays de l'Otan, dans lequel elle se déroule. C'est pourquoi, après l'éditorial du dernier numéro de cette revue¹, nous revenons en détail, ailleurs dans ces pages, sur l'analyse de l'impérialisme aujourd'hui². Cette boussole nous permet de mieux répondre à une série d'arguments que nous entendons dans les médias et autour de nous et de décider où et comment nous pouvons intervenir de manière concrète.

Les réponses, à certains arguments sont plus faciles que d'autres comme l'idée que nous serions face une guerre entre un monde « libre et démocratique » et un monde de « dictateurs autocratiques » même si l'argument est tellement martelé dans les médias qu'il finit par sembler comme du simple bon sens pour beaucoup de gens.

D'autres sont plus complexes. Il est évident que la Russie est le pays envahisseur et il faut qu'il se retire. Mais comment faire ? Faut-il envoyer des troupes de l'Otan ? Seuls les Docteurs Folamours y pensent. Mais faut-il envoyer des armes ? Faut-il des sanctions ? La guerre en Ukraine ne serait-elle pas une simple guerre de libération nationale comparable à celle de l'Algérie ou du Vietnam et qu'il faudrait donc soutenir par tous les moyens ?

Monde libre contre dictatures ?

Est-ce vraiment un argument de bon sens ? Pourtant il suffit de regarder la politique étrangère passée et présente ne serait-ce que de l'État français pour voir que ce sont des fadaïses.

Au moment de l'écriture de ces lignes, les médias couvrent le défilé du 8 mai commémorant la victoire en 1945 et la « guerre pour un monde libre » et en profitent pour la comparer à la guerre en Ukraine. Mais sur ces mêmes ondes, pas un mot sur ce

La « défense de la souveraineté de l'Ukraine » tout comme les justifications de Poutine sur la dénazification ne sont que des prétextes dans la bataille pour dominer cette partie de l'Europe.

même 8 mai à Sétif en Algérie et la répression brutale du mouvement d'indépendance – le même jour par le même gouvernement français « libre ». Malgré les engagements pendant la guerre³, les résistances anticoloniales seront noyées dans le sang – jusqu'à 20 000 morts à Sétif en 1945, des dizaines de milliers de morts dans les massacres coloniaux au Vietnam, à Madagascar, au Cameroun... et des centaines de milliers de morts pendant la Guerre d'Algérie⁴. Est-ce de l'histoire ancienne d'une époque coloniale révolue, comme le prétendraient certains ? Toute l'histoire de la Françafrique depuis nous montre le contraire – dictateurs tortionnaires installés et armés par l'État français et quarante interventions militaires depuis 1960 pour les soutenir au nom du « maintien de la paix », sans compter l'emprisonnement, voire l'élimination d'opposant-es trop démocratiques...

Dans les années 1960, c'était un des régimes les plus brutaux du monde, l'Afrique du Sud et son régime d'apartheid, qui faisait partie du monde

« libre » ! Hier, cela voulait dire tout simplement qu'elle faisait partie du bloc impérialiste occidental opposé au bloc impérialiste de l'est « communiste ». D'après cette même logique tordue, aujourd'hui, font partie du monde « libre » l'Égypte du dictateur Al Sissi ou l'Arabie saoudite de Bin Salman. Après des années de bombardements du Yemen par l'Arabie saoudite et plus de 200 000 morts, si on suivait les mêmes arguments utilisés pour l'Ukraine, la France, le Royaume Uni et les USA devraient être en train de vendre ou de donner des armes aux résistant-es ou au moins d'organiser des sanctions contre cette dictature. Ces pays sont pourtant les trois plus grands fournisseurs d'armes à l'Arabie saoudite. Et ce n'est qu'un seul exemple. Comment croire alors que les États français, étatsunien et autres interviennent aujourd'hui en Ukraine pour défendre la liberté, la démocratie et un monde libre ? La « défense de la souveraineté de l'Ukraine » tout comme les justifications de Poutine sur la dénazification ne sont que des prétextes dans la bataille pour dominer cette partie de l'Europe.

Donner des armes à l'Ukraine pour résister ?

Dans ce contexte de réchauffement de la guerre froide, l'envoi massif d'armes en Ukraine, ainsi que les votes de budget militaires de plus en plus importants partout en Europe sont plus qu'inquiétants. C'est notamment le cas pour l'Allemagne qui a décidé d'investir 100 milliards d'euros – le double de son budget militaire annuel actuel – dans la modernisation de son armée, en augmentant la part des dépenses à 2 % du PIB. Après l'envoi de troupes en Afghanistan et l'envoi de matériel en Ukraine, l'Allemagne est en train de faire un pas supplémentaire dans l'abandon de sa politique de non-intervention à l'étranger qui date de 1945.

Sérieusement affaibli depuis la chute du mur, l'impérialisme russe, tel un animal blessé, est capable de réagir de façon encore plus imprévisible et brutale. Les dirigeants de l'Otan en sont conscients et hésitent à soutenir la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine, de peur de provoquer un conflit direct avec l'armée russe et le risque d'une guerre d'une ampleur beaucoup plus grande, voir mondiale. La stratégie est plutôt celle d'une guerre d'usure pour saigner l'opposition et leur saper le moral. En attendant ce sera la population ukrainienne qui continuera à payer un prix encore plus fort sans aucune garantie qu'on n'assiste pas à une escalade dans l'affrontement avec tous les risques que cela comporte.

Et l'exemple du Vietnam ou d'autres mouvements de libération nationale ?

Certain-es militant-es de gauche, qui sont pourtant opposées à la politique globale de l'Otan, argumentent que, par le passé, des mouvements de résistance ont profité des armes d'une puissance impérialiste rivale, comme les Vietnamiens qui ont reçu de l'aide militaire de la Russie ou de la Chine et qu'il faudrait donc soutenir l'envoi d'armes par l'Otan. Mais il s'agissait là d'un mouvement très différent qui était historiquement indépendant que ce soit de la France, des USA, de la Russie ou

En 2001, interrogée sur les 500 000 enfants morts en Irak à cause des sanctions, la secrétaire d'État américaine a répondu « nous pensons que cela en valait le prix. »

de la Chine. Le Vietnam poursuivait ses propres buts. Dans le cas de l'Ukraine, son avenir, en cas de victoire sera entièrement déterminée par les puissances de l'Otan.

Les sanctions sont-elles une solution ?

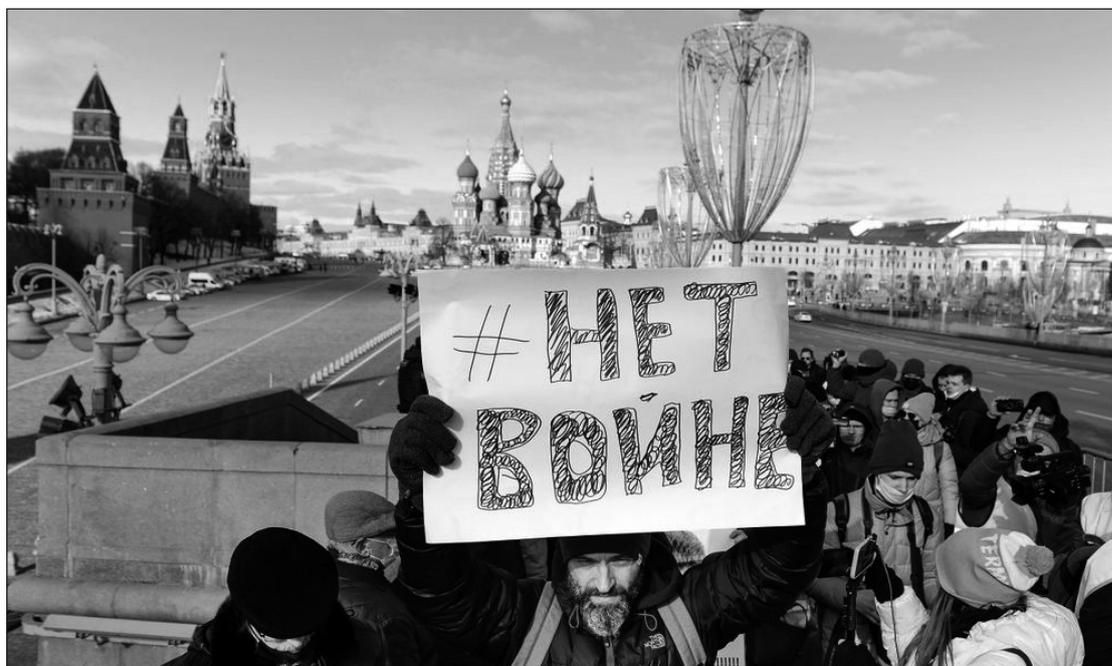
Dans d'autres conflits, comme celui des Africain-es noirs contre l'apartheid en Afrique du Sud ou des Palestinien-nes contre l'apartheid imposé par l'État d'Israël, ce sont les victimes et opposant-es intéressés aux régimes oppresseurs qui ont été ou sont encore à l'origine de la demande de sanctions. Ce n'est pas le cas aujourd'hui en Russie. De manière générale, d'ailleurs, les sanctions économiques sont rarement efficaces dans le court terme pour changer la politique d'un pays. Imposées à l'Iran, à l'Irak ou plus récemment à la Corée du Nord, les sanctions n'ont pas fait plier les régimes en question. Par contre, pour les populations de ces pays le résultat a été catastrophique. En mars dernier après la mort de Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État des USA sous la présidence de Bill Clinton, toutes les figures du monde politique américain ont unanimement chanté ses louanges. En 2001, interrogée devant les caméras sur les 500 000 enfants morts en Irak à cause des sanctions – « plus d'enfants morts qu'à Hiroshima », on lui a demandé si elle pensait si cela en valait le prix. Elle a répondu, « *Je pense que c'est un choix très dur, mais nous pensons que cela en valait le prix.* » De telles sanctions imposées à la Russie ne toucheront pas les riches de ce pays pas plus qu'en Irak. Par contre, elles pourraient très bien dresser les populations contre les Occidentaux qu'on pointerait comme responsables. Enfin, lorsque les sanctions échouent à faire plier un régime, les appels à l'utilisation des armes se font sentir encore davantage.

Quelle alternative aux sanctions et aux armes de l'Otan ?

Car si on est opposé à l'ingérence des forces de l'Otan comment serait-il possible d'obliger l'armée russe à se retirer ? Plusieurs alternatives existent qui pourraient permettre une issue positive à la guerre.

D'abord, il n'est pas impossible qu'une opposition à la guerre se développe au sein de la Russie elle-même. Les magnifiques manifestations d'opposition dans les villes russes au lendemain de l'invasion sont incroyablement encourageantes surtout quand on connaît le niveau de répression qu'elles ont subi. Embourbés dans une guerre qu'on leur a présenté comme une mission de libération d'un pays sous le contrôle de nazis, les soldats qui reviendront du front n'hésiteront pas à raconter à leurs ami-es et familles les mensonges grossiers de l'État major et des médias. L'opposition peut grossir.

Deuxièmement, les soldats envoyés en Ukraine peuvent aussi déchanter sur place, montrer une



Un homme brandit une pancarte « Pas de guerre » pendant une manifestation à Moscou le 27 février dernier.

opposition passive voire dans certains cas se livrer à des actions contre leurs officiers comme ce fut le cas en Afghanistan pour les Russes ou au Vietnam pour les Américains. Cela pourrait être favorisé par des tentatives des soldats ukrainiens de s'opposer aux troupes russes tout en multipliant les actions de fraternisation – actions qui ont déjà eu lieu.

Enfin, dans les pays alliés de l'Otan comme la France, nous devons trouver le chemin de l'agitation antiguerre avec la revendication du retrait des troupes russes tout en pointant la responsabilité aussi de l'Otan dans l'escalade de la guerre. Cela aiderait les antiguerre russes à éviter d'être désigné-es comme de simples suppôts de l'Otan. Pendant la guerre du Vietnam, dans les abris sous terre, les Vietnamiens projetaient des films des manifestations antiguerre aux États-Unis tout comme les antiguerre aux USA passaient des films des résistances au Vietnam. Des scènes similaires se passaient aussi pendant la guerre contre l'Irak. C'est ainsi qu'on commençait à casser le nationalisme qui monte les peuples les uns contre les autres et nous pourrit la vie.

C'est aussi sur cette question du nationalisme et du racisme que nous pouvons intervenir concrètement en France pour casser la spirale vers la guerre. Nous devons continuer à dénoncer l'hypocrisie et le racisme des États européens qui accueillent à bras ouverts des Ukrainien-nes tout en continuant à rejeter les réfugié-es noir-es et arabes qui cherchent un asile. Les mesures d'urgence mises en place en moins de deux pour les Ukrainien-nes nous montrent qu'on avait raison de dire qu'il était possible d'accueillir tout le monde.

Comme militant-es d'A2C, nous sommes convaincu-es de la justesse de notre choix d'investir nos forces à côté des migrant-es et des sans-papiers dans la lutte pour la régularisation, pour l'égalité des droits et plus largement contre le racisme et le fascisme. C'est pourquoi nous sommes plus que d'accord avec la célèbre militante étatsunienne, Angela Davis, qui tout récemment, lors d'une conférence à Bruxelles a affirmé que, pour elle, « la lutte des personnes sans-papiers est sûrement la plus importante des luttes aujourd'hui, car la

C'est aussi sur cette question du nationalisme et du racisme que nous pouvons intervenir concrètement en France pour casser la spirale vers la guerre.

quête des organisations qui défendent leurs droits remet en question des États-Nations qui ont été dessinées en relation avec le colonialisme. » C'est en renforçant cette lutte que concrètement on peut contribuer à reconstruire l'internationalisme dont nous avons tant besoin.

« Pas de guerres entre les peuples. Pas de paix entre les classes. » titrions-nous à la une du dernier numéro de notre revue. Les frontières sont bien entre les classes sociales. Elles ne sont pas entre les populations des différents États.

Aujourd'hui la tâche peut sembler énorme mais souvenons-nous qu'en 1914, au début de la Première Guerre mondiale lorsque les sociétés européennes presque toutes entières se sont livrées à une frénésie nationaliste terrifiante, une petite minorité de militant-es révolutionnaires a continué à maintenir allumée la flamme de l'internationalisme et à construire la résistance à la boucherie impérialiste. Trois ans plus tard, des mutineries éclataient dans les tranchées, des révolutions en Russie et en Allemagne ont provoqué la fin de la guerre et des soulèvements dans des dizaines de pays ouvraient la possibilité de révolutions et d'une nouvelle ère de fraternité et de paix. À l'époque le rêve ne s'est pas réalisé mais cela doit rester notre boussole aujourd'hui.

ROSS HARROLD

1 – <https://www.autonomiedeclasse.org/editorial/pas-de-guerre-entre-les-peuples-pas-de-paix-entre-les-classes/>

2 – *Qu'est-ce que l'impérialisme?* d'Alex Callinicos

3 – Dans la Charte de l'Atlantique de 1941 et la Déclaration des Nations unies de 1942 il était question du respect du droit de « chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre. »

Et que « soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force. »

4 – Voir Yves Benot, *Massacres coloniaux*, La Découverte

UNE HISTOIRE POLITIQUE DES SOUND SYSTEMS

3^E ÉPISODE : FORWARD THE REVOLUTION



Des Dance-hall jamaïcains des années 50's aux raves bretonnes de 2020 en passant par les émeutes de Brixton en 1981: un feuilleton musical et politique en 3 épisodes.

Redon, samedi 19 mars 2021, dans la nuit, la gendarmerie intervient pour mettre fin à une rave party qui se déroule depuis le vendredi soir, en hommage à Steve Maia Caniço, jeune homme mort noyé lors d'une charge policière au cours de la fête de la musique à Nantes, deux ans plus tôt. Cette fête qui revendique une dimension politique est interdite pour cause « d'état d'urgence sanitaire ». Ce soir-là, parmi les nombreux blessé-es, un jeune homme aura la main arrachée par les forces de répression pendant qu'elles empêchaient l'intervention des pompiers. Les images des Robocops en train de détruire le sound system installé pour l'occasion feront le tour du net, rappelant brutalement que danser est politique.



Acid Tracks

Le mouvement rave naît dans l'Angleterre du thatchérisme finissant, à la toute fin des années 1980, en 1988 précisément, lors du « *Second Summer of Love* » britannique. Le gouvernement ultra conservateur de la Dame de fer ne se contente pas de fermer les mines et les usines, il oblige aussi les discothèques à fermer à 2 h du matin. Frappée par un taux de chômage au plus haut, la jeunesse d'un Royaume-Uni désindustrialisé, pour qui le No future des punks n'est pas un slogan mais une réalité vécue, trouve du réconfort dans une nouvelle drogue qui incite à l'amour et à la danse, l'ecstasy. Cette jeunesse désabusée se défoule en dansant sur le nouveau son en provenance de Chicago, l'acid house, caractérisé par l'utilisation du synthétiseur-séquenceur

Roland TB-303 pour créer des basses analogiques surpuissantes. Dès la fin des années 1960, la jeunesse populaire anglaise se ruait dans les clubs du nord du royaume pour danser sur des morceaux de soul produits aux États-Unis, presque une décennie avant (ce que l'on appelle aujourd'hui la Northern Soul), en gobant des amphétamines pour tenir « *all night long* ». C'est donc assez spontanément que vont s'organiser les premiers rassemblements illégaux pour continuer à danser après l'heure de fermeture légale des clubs. Ce sont les immigrés de la Caraïbe qui les premiers utilisent le mot *rave* (visiblement issu du verbe *to rave*: « délirer », « divaguer » ou « s'extasier ») pour désigner des rassemblements festifs autour

PANORAMA HISTORIQUE DES SCÈNES SOUND SYSTEM REGGAE, DANCEHALL ET DUB DANS L'HEXAGONE

Du fait de sa proximité avec l'Angleterre et de la présence sur son territoire de nombreuses communautés antillaises et africaines, la France¹ a été un des premiers pays d'Europe continentale à avoir développé des scènes reggae et sound systems.

Dès 1979, Paris accueille ses premières soirées sound systems. Le deejay Lone Ranger, alors en pleine gloire dans son île, débarque de Kingstown, via l'Angleterre. Accompagné de Chester comme selecteur, il va animer des «Dances» aux Bains Douches, au Palace, à la Chapelle des Lombards... au cours d'un séjour de 6 mois dans la capitale.

En 1983, après deux soirées du légendaire Coxone de Londres au Palace, se tiennent, rue des Panoyaux (oui oui, celle du Saint-Sauveur) dans une chapelle désaffectée, des «Reggae party» animées par des passionnés qui veulent reproduire ce qu'ils ont vu en Angleterre. Des artistes tels que Daddy Yod et Supa John y firent leurs armes au micro.

Dans les mêmes années, des sounds comme le Kwame Nkrumah Sound² de Bunny Dread, avec Puppa Leslie qui fondera plus tard avec Rud Lion le *Ghetto Activité* et eut de fortes connexions dans la scène punk/alternatives, Little Danny et Monsieur Léopard, Sundjata ou le Youthman Unity Academy de Pablo Master et des artistes comme Mushapata ou les Saï Saï développent la dimension panafricaine et militante du mouvement. Un sound comme Jah Wisdom

entretient quant à lui une mystique rastas, quand dans la cité phocéenne, le Massilla Sound System invente le Rub-A-Dub occitan et que le Earthquake est responsable de la première compilation de raggamuffin francophone. C'est aussi à cette époque que des sounds comme le DJ Akademy (aujourd'hui opéré par Sir James) à Bordeaux ou le Hot like Fire de Puppa Christopher dans la région toulousaine développent leurs activités.

Des sounds tels que High Fight International (dont Polino fondera plus tard Stand Tal), Ragga Dub Force, Différents du Reste, Jungle ou Baba Boom ont permis à des artistes comme Tonton David, Daddy Nuttea, Jah Wara, Sista Maya, Azrock, l'ancien skinhead Pierpoljak ou encore les Raggasonic, de développer leurs styles avant de se lancer à l'assaut du grand public.

Le légendaire *King Dragon* de Lord Zelko semble marquer la transition entre les sounds avec de nombreux artistes en live et les sounds orientés sur le mix de dubplates, ces morceaux uniques enregistrés à la gloire du sound.

Le Blues Party de Daddy Nono est à l'affiche des deux premiers clashes entre sounds Français (tels qu'ils se pratiquaient alors en Jamaïque et surtout dans les

communautés Yardies de New York, dans la fameuse Biltmore Ballroom) contre Youthman Unity en 1992 et contre Scalawax (lié à la boutique de disque Dub Wize) en 1993. Mais King Dragon sera le premier à inviter en clash sur le sol français des sounds d'envergure internationale comme David Rodigan (UK) ou Black Scorpio (JA).

Au début des années 2000, la multiplication des boutiques de disques spécialisées en province (Black Roots à Toulouse lié au sound Bam Salute, African héritage à Tours lié au sound du même nom, Reggae Jam à Lyon, etc., quand à Paris les 2 succursales de Blues Moon, Dubwize, Deep Roots et l'historique Patate Record se partageaient le marché) et les tournées d'artistes internationaux sur les sounds locaux comme Soul Stereo, Legal Shot ou Guiding Star, ont permis l'éclosion de scènes dancehall dans de nombreuses villes. C'est l'âge d'or des clashes en France avec, en plus de nombreux combats en 1 contre 1 ou à 3, des compétitions d'envergure nationale comme les Championnats de France des sound systems ou l'Urban Trophée. Des sounds 100% féminins ont éclos comme Nuff Love à Toulouse ou Saga Mama Africa et I Love à Paris.

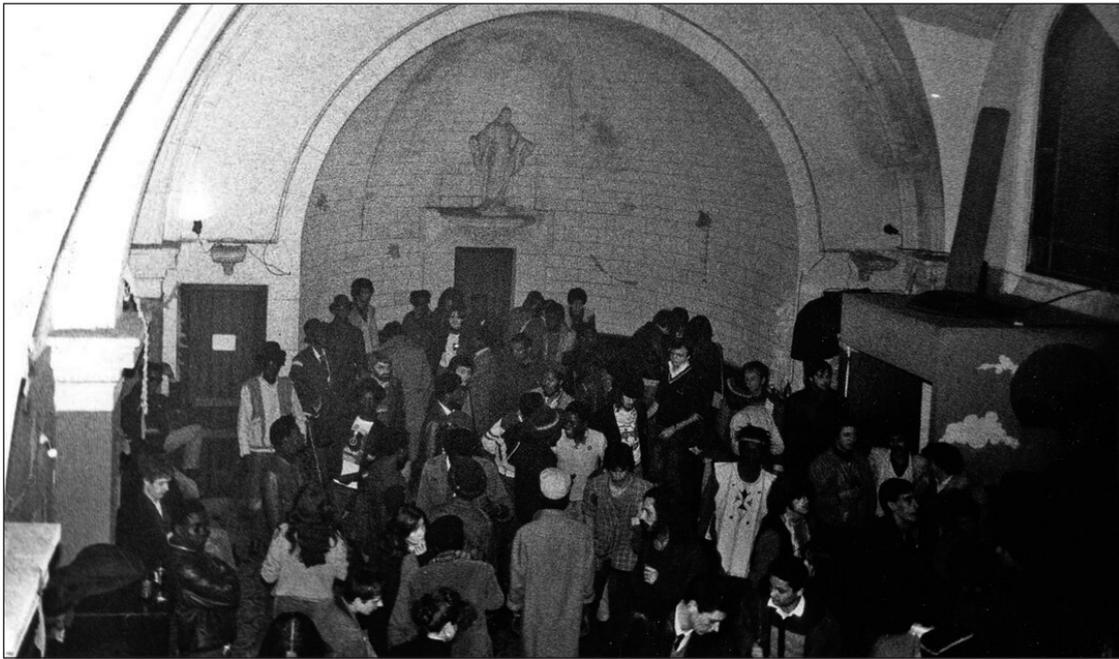
de la musique jouée par un énorme sound system¹. Ce terme sera utilisé par la presse mainstream pour désigner, de façon péjorative, les soirées acid house, et finira par nommer le mouvement qui en est issu, en particulier autour des free parties.



Their Law

La répression de l'État thatchérien, qui en vint à interdire dans le *Criminal Justice and Public Order Act* de 1994 tout rassemblement de plus de 10 personnes autour de «musiques répétitives», s'abattit sur

un mouvement qui radicalisait ses positions et ses pratiques. L'illégalité intrinsèque de leurs pratiques poussa les acteurs et actrices de la contre-culture rave à développer une certaine forme d'autonomie dans les marges du système. Ce mouvement se réappropria, entre autres, les principes du Do It Yourself développés par l'anarcho-punk, en particulier autour du groupe CRASS. Il trouva dans l'essai TAZ pour *Temporary Autonomous Zone* (zone autonome temporaire – publié par Hakim Bey en 1991) une forme de théorisation de ses pratiques. Ce livre, qui peut être considéré comme précurseur de ce que les ZAD allaient produire



Soirée Reggae Party rue des Panoyaux à Paris.

Aujourd'hui des sounds comme Heartical ou Ire Crew (soit l'affiche du dernier Paris Sound Clash en 2021) peuvent, chacun dans leur style, prétendre rivaliser avec les plus grosses cylindrées du circuit européen voire international, quand les challengers comme Ride Di Vibe veulent leur place au soleil et que le Easy Style d'Alex et Junior Pikk labourent le terrain en région parisienne.

En parallèle, dès le milieu des années 1990, des sonos comme Chalice à Lille, Blackboard Jungle à Rouen, Lion Roots à Canes, Zion Gate Hi Fi à Nantes, ou Revelation Hi Fi ont développé un style à l'anglaise : sono artisanale, une seule platine, musique Roots & conscious. Cette première vague a ouvert la voie à des sounds tels que I Station à Toulouse, Nayabin et High Bass à Paris, Salomon Heritage à Montpellier, I Skanker à Rennes, etc. Permettant même la relance de boutiques



spécialisées comme Kanaga sur les bords du canal de l'Ourcq à Paris.

Portée par des événements réguliers (Dub stations,...) cette scène dub se structure aujourd'hui en de nombreux collectifs, comme le Nétboty Roots Corner qui propose de nombreuses soirées dans différents lieux de Paris et sa banlieue, dont certains appliquent les principes des free party originelles. Autour des pratiques DIY, des liens avec la scène alternative sont réactualisés par certains

acteurs, avec par exemple des « transfuges » comme Junior Cony qui officie aussi au sein des Ludwig van 88, ou autour de squats ou salles alternatives comme les Tanneries à Dijon. Et des artistes comme le collectif Bhale Bacce Crew, responsable de l'hymne anti-sarko *Cet homme*, ou Dubamix que l'on a vu sur le camion de la CNT ce 1^{er} Mai 2022 à Paris avec Marina P et Daman (qui s'est fendu d'un *Dub Against Homophobia* provocateur en 2020) entretiennent une vibes militante en sortant régulièrement des morceaux en lien avec l'actualité (*Free the Vaccine, Stop the War*).

1 – Nous nous intéressons ici seulement aux scènes sound systems dans l'Hexagone, n'ayant ni la place ni les connaissances pour évoquer les scènes qui se sont développées et se développent dans les colonies que conserve la France.

2 – En hommage au leader panafricain qui a obtenu la première indépendance d'Afrique noire au Ghana.

comme pratiques et comme théories politiques, devint une sorte de manifeste des tribus nomades qui, fuyant la répression en Angleterre, allaient débarquer sur le continent européen. On trouve des références aux TAZ parmi les hackers et au sein de ce qui fut le mouvement altermondialiste. Côté musique, la house hédoniste de Chicago a, peu à peu, laissé place à un son plus métallique et froid, en provenance de Détroit, la techno, dont l'approche politique est alors assumée et revendiquée par des groupes et labels tels que *Underground Resistance*. La connexion à Détroit se fera par une autre ville qui connaît la déchéance

post industrielle², Manchester et son club mythique, l'Haçienda, et dans le Berlin désenchanté de la période qui suit la révolution antibureaucratique et la réunification capitaliste.



ENCHANTÉ

En 1993, des membres de Spiral Tribe organisent ce qui restera dans l'histoire comme la première free party sur le sol hexagonal, le Teknival de Beauvais contribuant à l'émergence d'une scène rave/free party en France avec des sound systems tel que TNT, Heretik, Psy



4x, Metek, Troubles fête, Tomahawk, Fraktal, Infrabass, Nomads, Foxtanz et OQP, que beaucoup ont décidé d'imiter après avoir assisté à l'une de leurs soirées.

Dès 1995, la Direction générale de la police nationale s'intéressera au phénomène des raves qu'elle qualifie de « *situation à haut risque* » et présente comme « *des points de vente et d'usage de stupéfiants* ». Dans une circulaire, elle liste les différentes opérations de police qui peuvent y intervenir. Une grande vague de répression suivra cette circulaire et, à la fin de 1998, notamment à la suite d'événements comme la Techno parade, les ministères de la Défense, de la Culture et de l'Intérieur signent une nouvelle circulaire où une nette distinction est faite entre les organisateurs qui font une demande auprès des services administratifs (organisateur de raves, payantes pour la plupart) et ceux qui organisent clandestinement (organisateur de free party). Cette circulaire opère alors une véritable scission entre les deux mouvements, tant musicale que légale, même si cette scission s'était déjà opérée devant le succès grandissant des raves comme les Boréalis (cycle de festivals techno ayant lieu en été dans le sud de la France de 1993 à 2000 et dont les derniers n'étaient plus clandestins) avec l'instauration de « contre-festivals » tels que les Fuck Boréalis. Ces dispositions sont légalisées par le gouvernement Jospin avec la loi du 15 novembre 2001 sur la « Sécurité quotidienne » (LSQ)³.

Au même moment, des lois anti-rave sont prises aux USA, et en Jamaïque, une unité de police, nommée ACID, est spécialement créée pour intervenir dans les sound systems. Pourtant la police Yardie a une longue tradition de destruction des sonos, des sounds de légende tel que le King Tubby's Hi Fi ou le Stur Gav de U-Roy en firent les frais.



Methods of Force

À l'occasion de l'adoption de la loi LSQ, se crée un Collectif des sound systems français qui est à l'initiative « *du Dialogue Inter-Sons et des premières actions contre les lois sécuritaires LSQ / LSI en France réprimant l'art libre comme les manifestations, comme les*

Avec la mort de Steve et la répression féroce des raves qui se sont déroulées pendant le confinement... ces milieux reprennent en charge la dimension politique et de confrontation de leur mouvement avec l'État.

Karnavals des Sons » ainsi que « *des tentatives de négociations avec l'administration* » comme l'indique son site internet. Des connexions sont faites avec le mouvement altermondialiste, notamment à Toulouse où un Carnaval des Sons est organisé par les acteurs et actrices du mouvement free party et des activistes du mouvement.

Récemment, avec la mort de Steve et la répression féroce des raves qui se sont déroulées pendant le confinement (comme à Lieuron le 31 décembre 2020) ces milieux reprennent en charge la dimension politique et de confrontation de leur mouvement avec l'État. Cela s'est traduit par la participation de nombreux collectifs et sound system de la scène free party à la mobilisation et aux manifestations contre la loi Sécurité globale de Macron et Darmanin (ce qui lui a fait prendre une autre dimension, tant quantitativement que qualitativement). Dans le sillage de cette mobilisation, une section hexagonale d'une Fédération internationale des sound systems libertaires (plus portée par des personnes issues de la culture reggae/dub) s'est créée. Elle est née « *d'une initiative spontanée visant à fédérer les actions politiques et à faciliter la convergence des luttes portées par les acteur-trices de la scène sound system* »⁴. Notons que des acteurs parmi les plus connus de la scène techno ont souvent mis en avant un antifascisme revendiqué comme 69 Db et sa *Fuck LePen Mixtape* de 1997 ou Laurent Garnier qui a conclu un set au Rex Club, dans l'entre deux tour, de 2017 par le *Porcherie* des Béruriers Noirs, faisant résonner « *la jeunesse emmerde le Front national* » dans un temple de la nuit parisienne.



Play the beat Mr DJ

« Punk-rock, new-wave, and soul, pop music, salsa and rock-and-roll, calypso,

reggae and rhythm-and-blues. Master mix those number one tunes» chantait GLOBE et Whiz Kid à New York en 1983.

En effet, depuis que Tom The Great Sebastian et les autres opérateurs ont posé leurs sound systems dans les rues de Kingstown dans les années 1940, si les musiques diffusées et la technologie des équipements ont fortement évolué et varient d'un endroit à l'autre, partout où sévit la Société du spectacle « *qui abolit toute aventure et fait de l'abolition de cette société la seule aventure possible* »⁵, des communautés se réunissent autour de pratiques on ne peut plus politiques : produire et diffuser une musique créée par et pour le peuple, créer des espaces d'autonomie, inclusifs car luttant contre les discriminations, offrir des moments de liberté à leur participant-es. Bref s'aventurer hors de la société du spectacle, ne serait-ce que partiellement et temporairement. C'est ce que font, entre autres, le Balami Show à Bamako, les Sonideros mexicains, les Block Party du Bronx, les free parties bretonnes. Et les jeunes qui ont organisé les ruptures du confinement de masse que représentent les raves comme celles de Lieuron et de Redon ont visiblement plein de choses à nous apprendre en termes de tactiques pour échapper à la surveillance de l'État autoritaire.

THOMAS (BOBIGNY)

1 – Voir par exemple le titre *Ravers de Steel Pulse*, un groupe issu de l'immigration jamaïcaine à Birmingham sur leur album *True Democracy* en 1982

2 – Voir la recension de « *Détroit, pas d'accord pour crever, une révolution urbaine* » de Dan Georgakas et Marvin Surkin, intitulée *Race, classe et genre au cœur d'une lutte révolutionnaire* et publiée dans le numéro 2 de cette revue et sur internet : <https://www.autonomieclasse.org/petite-bibliotheque-a2c/race-classe-et-genre-au-coeur-dune-lutte-revolutionnaire/>

3 – Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Rave_party

4 – Voir son *Manifeste du 16 Mai 2020* : https://blogs.mediapart.fr/fisl/blog/151220/manifeste-du-16-mai-2020?fbclid=IwAR1igVLoou1MnkVYA09_v_ywVEPiKvZ6_gIqz6DJDdygn6L2QsyCYmJCvA

5 – Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, 1967.

LEXIQUE

CLASH : affrontement musical entre deux (ou plus) sound systems pour savoir qui a les meilleures sélections de disques, le meilleur équipement, la meilleure animation... Le vainqueur étant désigné en fonction des réactions du public.

DEEJAY / TOASTER : descendants des « jive » nord américains et ancêtres des rappeurs, les « dee jay », inventent dès les années 1960, une façon de placer leur voix en parlant dans la musique qui les différencie des chanteurs

DUB : style musicale issue du reggae. À la base un dub est un morceau de reggae qui a été complètement remixé et qui apparaît généralement en face B du 45 tours dudit titre.

DUBPLATE : Morceau enregistré en un exemplaire unique, destiné à un sound system en particulier

HOUSE/ACID HOUSE : prolongement électronique du disco, la house est un style de musique qui se caractérise par une rythmique minimale, une ligne basse (jouée sur un Roland TB-303 pour l'acid house) proche du funk, auxquels s'ajoutent parfois des vocaux, samplés ou non. Elle naît dans les Warehouse party et les clubs gay et noirs de Chicago dans les années 1980.

OPÉRATEUR : personne qui assure le réglage du matériel et qui parfois mixe les disques.

RAGGAMUFFIN : mot d'argot jamaïcain que l'on pourrait traduire par débrouillard. Il a été popularisé dans les dancehalls à la fin des années 1980 et a fini par devenir synonyme d'un type de musique (le early digital) en particulier en France.

RASTAFARI/RASTA : mouvement mystico-religieux qui, se basant sur une prophétie de Marcus Garvey, fait de l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié 1^{er} une divinité qui va libérer le peuple noir et ramener les diasporas à leur terre promise, l'Afrique.

RUB-A-DUB : style de reggae qui se développe à partir de la fin des années 1970. Il est caractérisé par un dépouillement musical afin de se concentrer sur le duo basse et batterie.

SKINHEAD : individu aux cheveux courts, de sexe féminin ou masculin, issu de la classe ouvrière et fervent amateur de musiques jamaïcaines. Voir le *Manifeste du skinhead situationniste* : <http://london69.free.fr/dossier-skinhead-situationniste.php>

TECHNO : style de musique électronique qui se développe à Détroit. S'inspirant de l'électro et de la new wave, la techno est donc plus froide que sa cousine de Chicago qui naît au même moment, la house.

SÉLECTEUR : personne qui choisit les disques à passer, et qui parfois les mixe.

YARD/YARDIE : « Littéralement "cour des logements sociaux". La cour est un élément central de l'organisation sociale jamaïcaine, au point qu'on désigne souvent le pays par le terme Yard » (Bass Culture). Par extension, « yardies » désigne ce qui vient de l'île.





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore

– évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

03

MAI 2022

**MACRON AU POUVOIR,
LES FASCISTES EN
EMBUSCADE, ET MAINTENANT
ON FAIT QUOI ?**

DENIS GODARD

**LES FASCISTES, MACRON,
L'ÉTAT... C'EST PAS LA CLASSE**

VANINA GIUDICELLI

**DE LA FORCE DE NOTRE
ANTIRACISME DÉPENDRA
NOTRE CAPACITÉ
À REPOUSSER LE FASCISME**

MATHIEU, PARIS 20^e

**RETOUR D'EXPÉRIENCE DE LA
CAMPAGNE ANTIRACISME ET
SOLIDARITÉ À TOULOUSE**

ANNELISE, AUDE ET DANIELA, TOULOUSE

**LA CAMPAGNE
MONTREUILLOISE
ANTIRACISME ET SOLIDARITÉ**

GAËL, MONTREUIL

**LA PRISON TUE NOTRE
CLASSE... TUONS LA PRISON !**

DANIELA, TOULOUSE. TRADUIT DU PORTUGAIS
BRÉSILIEN PAR SONIA, MONTREUIL

**L'IMPÉRIALISME ET LA GUERRE
EN UKRAINE**

ALEX CALLINICOS

**UKRAINE. FACE À L'HORREUR,
QU'EST-CE QU'IL FAUT FAIRE ?
ET QU'EST-CE QU'ON PEUT
FAIRE, NOUS ?**

ROSS HARROLD

**UNE HISTOIRE POLITIQUE DES
SOUND SYSTEMS (3^E ÉPISODE)**

THOMAS, BOBIGNY

**AUTONOMIE DE CLASSE
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2,5 EUROS)